

**ANNEXE B**

**Communications des États-Unis**

<b>Contenu</b>		<b>Page</b>
Annexe B-1	Première communication et demande de décision préliminaire présentées par les États-Unis – 10 mars 2005	B-2
Annexe B-2	Deuxième communication écrite des États-Unis – 31 mars 2005	B-10
Annexe B-3	Déclaration orale des États-Unis – 21 avril 2005	B-29

## ANNEXE B-1

### PREMIÈRE COMMUNICATION ET DEMANDE DE DÉCISION PRÉLIMINAIRE PRÉSENTÉES PAR LES ÉTATS-UNIS

10 mars 2005

#### I. Introduction

1. Le 6 décembre 2004, le Département du commerce des États-Unis ("Département du commerce") a rendu une détermination révisée ("Détermination au titre de l'article 129")<sup>1</sup> qui mettait en œuvre les recommandations et décisions de l'Organe de règlement des différends ("ORD") dans l'affaire *États-Unis – Détermination finale en matière de droits compensateurs concernant certains bois d'œuvre résineux en provenance du Canada*.<sup>2</sup> Les recommandations et décisions de l'ORD en cause concernent la décision du Département du commerce de ne pas procéder, dans sa détermination finale, à une analyse de la transmission en ce qui concerne certaines ventes de grumes effectuées dans des conditions de pleine concurrence.<sup>3</sup>

2. Comme nous le verrons plus loin de manière plus approfondie, la détermination au titre de l'article 129 établie par le Département du commerce met pleinement en œuvre les recommandations et décisions de l'ORD et est compatible avec l'*Accord sur les subventions et les mesures compensatoires* ("Accord SMC") et l'*Accord général de 1994 sur les tarifs douaniers et le commerce* ("GATT de 1994"). Le Groupe spécial devrait donc constater que les allégations du Canada sont dénuées de fondement.

3. En outre, ainsi qu'il est indiqué plus bas, les États-Unis demandent qu'il soit décidé à titre préliminaire que les résultats finals du premier réexamen<sup>4</sup> de l'ordonnance en matière de droits compensateurs visant le bois d'œuvre résineux en provenance du Canada, mentionnés par le Canada dans sa demande d'établissement d'un groupe spécial<sup>5</sup>, ne sont pas des "mesures prises pour se conformer" aux recommandations et décisions de l'ORD, au sens de l'article 21:5 du *Mémoire d'accord sur les règles et procédures régissant le règlement des différends* ("Mémoire d'accord"). En conséquence, ces résultats ne relèvent pas de l'article 21:5 et le présent groupe spécial n'est pas compétent pour les examiner.

---

<sup>1</sup> *Section 129 Determination: Final Countervailing Duty Determination, Certain Softwood Lumber from Canada*, 6 décembre 2004 ("Détermination au titre de l'article 129") (pièce n° 5 du Canada). Les termes "article 129" font référence à la disposition de la Loi sur les Accords du Cycle d'Uruguay qui énonce les procédures de mise en œuvre de certaines recommandations et décisions de l'ORD pour ce qui est des enquêtes en matière de droits compensateurs.

<sup>2</sup> Rapport de l'Organe d'appel WT/DS257/AB/R, adopté le 17 février 2004 ("Rapport de l'Organe d'appel"); rapport du Groupe spécial WT/DS257/R, adopté le 17 février 2004 ("Rapport du Groupe spécial").

<sup>3</sup> *Notice of Final Affirmative Countervailing Duty Determination and Final Negative Critical Circumstances Determination: Certain Softwood Lumber Products from Canada*, 67 Fed. Reg., page 15545 (2 avril 2002), tel que modifié par 67 Fed. Reg., page 36070 (22 mai 2002) ("Détermination finale"). Pièce n° 1 des États-Unis.

<sup>4</sup> Un "réexamen administratif", selon la terminologie employée aux États-Unis.

<sup>5</sup> WT/DS257/15, citant *Notice of Final Results of Countervailing Duty Administrative Review and Recession of Certain Company-Specific Reviews: Certain Softwood Lumber Products from Canada*, 69 Fed. Reg., page 75917 (Département du commerce, 20 décembre 2004) (pièce n° 8 du Canada) et *Issues and Decision Memorandum: Final Results of Administrative Review: Certain Softwood Lumber Products from Canada*, 13 décembre 2004.

4. Comme le prévoient les procédures de travail du Groupe spécial, les États-Unis présenteront une communication à titre de réfutation le 31 mars 2005.

## II. Historique de la procédure

5. Le 2 avril 2002, le Département du commerce a publié la détermination finale, dans laquelle il constatait que les programmes forestiers des provinces canadiennes fournissaient une subvention pouvant donner lieu à une mesure compensatoire aux producteurs canadiens de bois d'œuvre et que certains programmes autres que forestiers fournissaient des subventions pouvant donner lieu à une mesure compensatoire.<sup>6</sup> Le Département du commerce n'a pas procédé à une analyse de la transmission dans le cadre de sa détermination finale.

6. Le 3 mai 2002, le Canada a demandé la tenue de consultations avec les États-Unis et l'ORD a par la suite établi un groupe spécial conformément à l'article 6 du Mémoire d'accord ("Groupe spécial initial").

7. Le 29 août 2003, le Groupe spécial initial a constaté que le fait que le Département du commerce n'avait pas procédé à une analyse de la transmission dans sa détermination finale en ce qui concerne les ventes effectuées dans des conditions de pleine concurrence à des scieries et des entreprises de nouvelle ouvraison non apparentées était incompatible avec l'article 10 et l'article 32.1 de l'Accord SMC, ainsi qu'avec l'article VI:3 du GATT de 1994.<sup>7</sup> Toutefois, dans son rapport du 19 janvier 2004, l'Organe d'appel a infirmé cet aspect du rapport du Groupe spécial initial, qui concernait la décision prise par le Département du commerce lors de son enquête de ne pas procéder à une analyse de la transmission pour ce qui est des ventes de bois d'œuvre effectuées dans des conditions de pleine concurrence par des exploitants/scieries titulaires d'une concession à des entreprises de nouvelle ouvraison.<sup>8</sup>

8. L'organe d'appel a toutefois confirmé la constatation du Groupe spécial initial selon laquelle le Département du commerce avait agi d'une manière incompatible avec l'Accord SMC et le GATT de 1994 en ne procédant pas, dans sa détermination finale, à une analyse de la transmission en ce qui concerne les ventes de grumes effectuées dans des conditions de pleine concurrence par des exploitants/scieries titulaires d'une concession à des scieries non apparentées.<sup>9</sup> Le 17 février 2004, l'ORD a adopté ses recommandations et décisions.<sup>10</sup>

9. Le 5 mars 2004, les États-Unis ont notifié à l'ORD leur intention de mettre en œuvre ses recommandations et décisions.<sup>11</sup> Par la suite, les États-Unis et le Canada ont institué un "délai raisonnable" de dix mois – expirant le 17 décembre 2004 – et les États-Unis sont convenus de mettre en œuvre les recommandations et décisions de l'ORD durant cette période.<sup>12</sup>

10. Le 19 novembre 2004, le Département du commerce a rendu un projet de détermination au titre de l'article 129 et a fourni aux parties la possibilité de formuler des observations. Le

---

<sup>6</sup> La détermination finale a ensuite été modifiée le 22 mai 2002.

<sup>7</sup> Rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.99.

<sup>8</sup> Rapport de l'Organe d'appel, paragraphe 167 f). Les États-Unis n'ont pas fait appel des constatations du Groupe spécial concernant les ventes de grumes dans des conditions de pleine concurrence entre des exploitants forestiers titulaires d'une concession ne possédant pas de scierie et des scieries. Rapport de l'Organe d'appel, note de bas de page 157.

<sup>9</sup> Les autres questions concernant lesquelles les États-Unis ou le Canada ont fait appel ont été tranchées en faveur des États-Unis. Rapport de l'Organe d'appel, paragraphe 167.

<sup>10</sup> ORD, compte rendu de la réunion (17 février et 19 mars 2004), WT/DSB/M/165, 30 mars 2004, point 4 a), paragraphe 49.

<sup>11</sup> WT/DS257/12, 9 mars 2004.

<sup>12</sup> WT/DS257/13, 30 avril 2004.

6 décembre 2004, le Département du commerce a rendu la détermination au titre de l'article 129, qui révisait la détermination établie à l'issue de l'enquête initiale en matière de droits compensateurs et mettait en œuvre les recommandations et décisions de l'ORD applicables aux importations effectuées à compter du 10 décembre 2004. Le 16 décembre 2004, l'avis de mise en œuvre était publié au Federal Register.<sup>13</sup>

11. Le 17 décembre 2004, les États-Unis ont informé l'ORD qu'ils s'étaient conformés à ses recommandations et décisions en procédant dûment à une analyse de la transmission pour certaines ventes de grumes effectuées dans des conditions de pleine concurrence au cours de la période couverte par l'enquête.

### **III. Demande de décision préliminaire concernant les résultats finals du premier réexamen**

12. Les États-Unis demandent qu'il soit décidé à titre préliminaire que les résultats finals du premier réexamen de l'ordonnance en matière de droits compensateurs visant le bois d'œuvre résineux en provenance du Canada, mentionnés dans la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par le Canada dans le cadre du présent différend<sup>14</sup>, ne sont pas des "mesures prises pour se conformer" aux recommandations et décisions de l'ORD, au sens de l'article 21:5 et du Mémoire d'accord. En conséquence, ces résultats ne relèvent pas de l'article 21:5 et le présent Groupe spécial n'est pas compétent pour les examiner.

#### **A. Les procédures au titre de l'article 21:5 ne concernent que les "mesures prises pour se conformer" aux recommandations et décisions de l'ORD**

13. L'objet de la présente procédure est déterminé par le mandat du Groupe spécial et par l'article 21:5 du Mémoire d'accord, aux termes duquel il convient de recourir aux procédures de règlement des différends "[d]ans les cas où il y [a] désaccord au sujet de l'existence ou de la compatibilité avec un accord visé *de mesures prises pour se conformer aux recommandations et décisions*" (pas d'italique dans l'original). En conséquence, comme l'Organe d'appel l'a indiqué, "[l]es procédures au titre de l'article 21:5 n'intéressent pas simplement *l'une ou l'autre* mesure d'un Membre de l'OMC; ces procédures ne concernent plutôt que les "mesures prises pour se conformer aux recommandations et décisions" de l'ORD".<sup>15</sup>

14. Bien que la partie plaignante, dans une procédure au titre de l'article 21:5, décide de la portée de sa demande d'établissement d'un groupe spécial, y compris des mesures qu'elle souhaite contester, c'est au groupe spécial établi au titre de l'article 21:5 qu'il incombe de déterminer si la mesure identifiée est ou non une "mesure[ ] prise[ ] pour se conformer".<sup>16</sup> Si tel n'est pas le cas, la mesure ne relève pas de l'article 21:5 et le Groupe spécial n'est pas compétent pour l'examiner. Comme l'a

---

<sup>13</sup> *Notice of Implementation Under Section 129 of the Uruguay Round Agreements Act; Countervailing Measures Concerning Certain Softwood Lumber Products From Canada*, 69 FR, page 75305 (16 décembre 2004). Pièce n° 7 du Canada.

<sup>14</sup> WT/DS257/15, citant *Notice of Final Results of Countervailing Duty Administrative Review and Recission of Certain Company-Specific Reviews: Certain Softwood Lumber Products from Canada*, 69 Fed. Reg., page 75917, (Département du commerce, 20 décembre 2004) (pièce n° 8 du Canada) et *Issues and Decision Memorandum: Final Results of Administrative Review: Certain Softwood Lumber Products from Canada*, 13 décembre 2004.

<sup>15</sup> Rapport de l'Organe d'appel *Canada – Mesures visant l'exportation des avions civils*, WT/DS70/AB/RW, adopté le 20 août 1999, paragraphe 36.

<sup>16</sup> Voir, par exemple, le rapport du Groupe spécial *Communautés européennes – Droits antidumping sur les importations de linge de lit en coton en provenance d'Inde – Recours de l'Inde à l'article 21:5 du Mémoire d'accord sur le règlement des différends*, WT/DS141/RW, adopté le 24 avril 2003, tel que modifié par le rapport de l'Organe d'appel WT/DS141/AB/RW, ("*CE – Linge de lit (Groupe spécial)*"), paragraphe 6.15.

indiqué le Groupe spécial *CE – Linge de lit*, ce n'est ni la partie plaignante, ni la partie défenderesse qui décide quelles mesures sont prises pour se conformer: "Cette question doit "plutôt" être examinée et tranchée", comme l'a dit le Groupe spécial, "par un groupe spécial établi au titre de l'article 21:5".<sup>17</sup> Le Groupe spécial *CE – Linge de lit* a conclu ce qui suit: "Dans la mesure où une partie peut avoir contesté, dans une demande d'établissement d'un groupe spécial au titre de l'article 21:5, des mesures qui n'ont pas été "prises pour se conformer" par le Membre qui met en œuvre, nous sommes d'avis qu'un groupe spécial peut refuser d'examiner les allégations relatives à ces mesures".<sup>18</sup>

15. Et en effet, dans le différend *CE – linge de lit*, le Groupe spécial a fait droit à la demande de décision préliminaire présentée par les CE, qui souhaitaient que ne soient pas examinées certaines mesures antidumping qu'elles avaient prises et qui étaient citées par l'Inde et a constaté que ces mesures n'avaient pas été "prises pour se conformer". Dans ce différend, à l'issue duquel il a été constaté que les Communautés européennes n'avaient pas calculé correctement les droits antidumping dans le cadre d'une enquête sur le linge de lit en provenance d'Inde, les CE ont appliqué volontairement la méthode de calcul revue aux droits antidumping frappant le Pakistan et l'Égypte. Après avoir conclu qu'aucun droit ne devait être imposé sur le linge de lit en provenance de ces deux pays (à la suite du nouveau calcul), les CE ont réexaminé la question de savoir si les importations en provenance d'Inde, prises séparément, causaient un dommage à la branche de production nationale. Les Communautés européennes ont conclu qu'elles en causaient un et ont donc confirmé l'imposition de droits antidumping sur le linge de lit en provenance d'Inde. L'Inde a contesté cette constatation de l'existence d'un dommage et l'imposition de droits sur le linge de lit en provenance d'Inde qui en a résulté en disant qu'il s'agissait de mesures "prises pour se conformer" qui étaient incompatibles avec les règles de l'OMC au regard de l'article 21:5.

16. Le Groupe spécial, en décidant de ne pas examiner la dernière mesure, a dit ce qui suit:

"[L]e fait que, après avoir réexaminé les déterminations de l'existence d'un dumping dans le cas des importations en provenance d'Égypte et du Pakistan, les CE, dans le cadre d'un réexamen ouvert à la demande d'Eurocoton, ont examiné si un dommage était causé par les importations en provenance d'Inde seulement, n'établit pas *ipso facto* que le Règlement n° 696/2002 est une mesure "prise pour se conformer". Il semble que ce serait plutôt le contraire – ce règlement semble être une détermination entièrement nouvelle établie consécutivement à des faits postérieurs à l'adoption par les CE d'une mesure pour se conformer à la recommandation de l'ORD."<sup>19</sup>

17. En bref, les procédures au titre de l'article 21:5 ne concernent que les "mesures prises pour se conformer" aux recommandations et décisions de l'ORD. Comme nous le verrons plus loin, les résultats finals du premier réexamen ne sont pas des "mesures prises pour se conformer" et le présent groupe spécial devrait donc s'abstenir de les examiner.

#### **B. Les résultats finals du premier réexamen ne sont pas des "mesures prises pour se conformer"**

18. Comme nous l'avons vu plus haut, le Canada a contesté devant le Groupe spécial initial la détermination finale établie par le Département du commerce dans le cadre de l'enquête en matière de droits compensateurs visant le bois d'œuvre résineux en provenance du Canada.<sup>20</sup> Après que l'ORD eut adopté ses recommandations et décisions et dans le "délai raisonnable" convenu, les États-Unis

---

<sup>17</sup> *CE – Linge de lit* (Groupe spécial), paragraphe 6.15.

<sup>18</sup> *CE – Linge de lit* (Groupe spécial), paragraphe 6.17. (caractères gras dans l'original et non souligné dans l'original)

<sup>19</sup> *CE – Linge de lit* (Groupe spécial), paragraphe 6.20. (non souligné dans l'original)

<sup>20</sup> Rapport du Groupe spécial, paragraphes 2.1 à 2.4.

ont établi une nouvelle détermination – la détermination au titre de l'article 129; dans le cadre de cette détermination, ils ont effectué une analyse de la "transmission" et recalculé le taux du droit compensateur.<sup>21</sup> Le nouveau taux réduit s'appliquait à la marchandise visée importée à compter du 10 décembre 2004.<sup>22</sup>

19. Dans la présente procédure au titre de l'article 21:5, le Canada affirme que la détermination au titre de l'article 129 est une "mesure[ ] prise[ ] pour se conformer aux recommandations et décisions" de l'ORD et allègue qu'elle ne met pas en œuvre les recommandations et décisions de l'ORD.

20. Mais le Canada inclut aussi, sans explication, une détermination complètement distincte du Département du commerce, c'est-à-dire les résultats d'un *réexamen*, parmi les "mesures prises pour se conformer" qu'il demande au Groupe spécial d'examiner au titre de l'article 21:5. Les résultats de ce réexamen ne sont en aucune façon des "mesures prises pour se conformer" aux recommandations et décisions de l'ORD concernant la détermination finale établie dans le cadre de l'enquête initiale en matière de droits compensateurs.

21. Tout d'abord, les enquêtes initiales et les réexamens sont des procédures différentes qui ont des buts distincts. Une enquête a pour objet de déterminer l'existence, l'importance et l'effet d'une subvention alléguée; le réexamen a pour objet de déterminer le montant du droit qui sera prélevé sur les importations antérieures de la marchandise visée, ainsi que le taux estimatif du droit compensateur qui sera appliqué aux importations futures. D'ailleurs, la distinction entre les enquêtes en matière de droits compensateurs et les procédures de réexamen est reconnue explicitement dans l'Accord SMC.<sup>23</sup>

22. En mai 2003, le Canada (entre autres parties intéressées) a demandé qu'il soit procédé à un réexamen de ce type, pour les marchandises visées importées au cours de la période allant du 22 mai 2002 au 31 mars 2003. Le réexamen qui en a résulté n'était pas une mesure prise pour se conformer aux recommandations et décisions de l'ORD. Il faisait plutôt suite à une demande *distincte* présentée par le Canada, entre autres pays, pour que le Département du commerce réexamine de *nouvelles* données sur les ventes et les subventions dans le but de fixer les droits compensateurs applicables aux importations pendant la période couverte par le réexamen et de fixer un nouveau taux estimatif de droits compensateurs pour les importations ultérieures. La législation des États-Unis imposait au Département du commerce de procéder à ce réexamen dès lors que le Canada, entre autres pays, en faisait la demande.<sup>24</sup>

23. En fait, le réexamen a été engagé le 1<sup>er</sup> juillet 2003, *huit mois* avant l'adoption par l'ORD des recommandations et décisions afférentes au présent différend. Cette procédure de réexamen n'avait donc absolument rien à voir avec la "mise en œuvre" des recommandations et décisions de l'ORD. Pour des raisons temporelles évidentes, les résultats de ce réexamen – qui a été engagé avant que l'ORD n'adopte ses recommandations et décisions – ne peuvent être considérés comme des "mesures prises pour se conformer".

24. Les procédures relevant de l'article 21:5 sont de par leur nature plus ciblées et plus circonscrites que d'autres procédures de groupe spécial relevant de l'article 6:2 du Mémoire d'accord. Il est frappant de noter qu'au lieu de six mois, le Mémoire d'accord prévoit que les procédures au titre de l'article 21:5 ne prendront normalement pas plus de 90 jours.<sup>25</sup> Le Canada, pour

---

<sup>21</sup> Détermination au titre de l'article 129. Pièce n° 5 du Canada.

<sup>22</sup> *Notice of Implementation under Section 129 of the Uruguay Round Agreements Act: Countervailing Measures concerning Certain Softwood Lumber from Canada*, 69 Fed. Reg., page 75917 (Département du commerce, 16 décembre 2004). Pièce n° 7 du Canada.

<sup>23</sup> Voir, par exemple, l'Accord SMC, note de bas de page 52.

<sup>24</sup> Voir, 19 USC 1675 a). Pièce n° 2 des États-Unis.

<sup>25</sup> Comparer les articles 12:8 et 21:5 du Mémoire d'accord.

sa part, a mis cet aspect en relief en se déclarant systématiquement opposé à toute prolongation du délai dans le cadre de la présente procédure.<sup>26</sup> C'est pourquoi les procédures au titre de l'article 21:5 doivent porter non pas sur *n'importe quelle* mesure mentionnée par le membre plaignant – comme c'est le cas pour d'autres procédures de règlement des différends –, mais uniquement sur les *mesures prises pour se conformer* aux recommandations et décisions de l'ORD. Examiner pleinement un ensemble entièrement nouveau de résultats issus d'un réexamen, sur la base d'un dossier administratif tout à fait nouveau, comprenant de nouvelles ventes, de nouvelles importations, éventuellement de nouvelles sociétés interrogées et éventuellement de nouveaux programmes de subventions, déborde le cadre d'une enquête limitée à 90 jours.

25. En résumé, dans la présente procédure au titre de l'article 21:5, le Groupe spécial n'est pas compétent pour examiner les résultats finals du réexamen mentionnés par le Canada car ces résultats ne sont pas des "mesures prises pour se conformer" aux recommandations et décisions de l'ORD, adoptées le 17 février 2004, concernant la détermination finale établie par le Département du commerce dans le cadre de l'enquête initiale en matière de droits compensateurs.

#### **IV. C'est au Canada qu'incombe la charge de prouver ses allégations**

26. Il est bien établi que c'est à la partie plaignante, pour un différend examiné dans le cadre de l'OMC, qu'incombe la charge d'avancer des arguments et des éléments de preuve qui établissent *prima facie* l'existence d'une incompatibilité avec les règles de l'OMC.<sup>27</sup> Si la prise en compte de l'ensemble des éléments de preuve et des arguments n'est pas concluante pour une allégation particulière, il doit être constaté que le Canada, en qualité de partie plaignante, n'a pas établi le bien-fondé de cette allégation.<sup>28</sup> Le Canada ne s'est pas acquitté de la charge qui lui incombait dans la présente procédure.

27. S'agissant du critère d'examen, l'article 11 du Mémoire d'accord énonce le critère d'examen devant être appliqué par le présent groupe spécial. Cet article exige des groupes spéciaux qu'ils "procède[nt] à une évaluation objective de la question dont il[s] [sont] saisi[s], y compris une évaluation objective des faits de la cause, de l'applicabilité des dispositions des accords visés pertinents et de la conformité des faits avec ces dispositions ...".

28. Concernant les différends portant sur une détermination établie par une autorité nationale sur la base d'un dossier administratif, l'Organe d'appel, dans l'affaire *Fils de coton*, a résumé comme suit le rôle d'un groupe spécial en vertu de l'article 11:

[L]es groupes spéciaux doivent examiner si l'autorité compétente a évalué tous les facteurs pertinents; ils doivent déterminer si l'autorité compétente a examiné tous les faits pertinents et déterminer si une explication adéquate a été fournie de la façon dont

---

<sup>26</sup> Il convient de se rappeler, par exemple, les déclarations faites par le représentant canadien au cours de la réunion d'organisation du Groupe spécial, qui s'est tenue le 14 février 2005, ainsi que le paragraphe 2 de la lettre adressée par le Canada le 15 février 2005 au Groupe spécial concernant son projet de procédure de travail et de calendrier de travail.

<sup>27</sup> Voir, par exemple, le rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Mesure affectant les importations de chemises, chemisiers et blouses, de laine, tissés en provenance d'Inde*, WT/DS33/AB/R, adopté le 23 mai 1997, page 14; rapport de l'Organe d'appel *Communautés européennes – Mesures communautaires concernant les viandes et les produits carnés (hormones)*, WT/DS26/AB/R, WT/DS48/AB/R, adopté le 13 février 1998, paragraphe 104; et rapport du Groupe spécial *Corée – Mesure de sauvegarde définitive appliquée aux importations de certains produits laitiers*, WT/DS98/R, tel que modifié par l'Organe d'appel, rapport adopté le 12 janvier 2000, paragraphe 7.24.

<sup>28</sup> Voir, par exemple, le rapport du Groupe spécial *Inde – Restrictions quantitatives à l'importation de produits agricoles, textiles et industriels*, WT/DS90/R, confirmé par l'Organe d'appel et adopté le 22 septembre 1999, paragraphe 5.120.

ces faits étayent la détermination; et ils doivent aussi examiner si l'explication fournie par l'autorité compétente tient pleinement compte de la nature et des complexités des données et si elle tient compte d'autres interprétations plausibles des données. Toutefois, les groupes spéciaux ne doivent pas procéder à un examen *de novo* des éléments de preuve ni substituer leur jugement à celui de l'autorité compétente.<sup>29</sup>

29. La tâche du Groupe spécial est donc de déterminer si une personne raisonnable et impartiale, examinant le même dossier des éléments de preuve que le Département du commerce, aurait pu parvenir – et non pas serait parvenu – aux mêmes conclusions.

**V. Le Département du commerce a procédé à une analyse de la transmission compatible avec l'Accord SMC, le GATT de 1994 et les recommandations et décisions de l'ORD**

30. Ainsi qu'il est exposé de manière détaillée dans la détermination au titre de l'article 129, le Département du commerce a donné suite aux recommandations et décisions de l'ORD en procédant à une analyse de la transmission; il a tout d'abord publié des questionnaires destinés à obtenir des éléments de preuve permettant de déterminer si, au cours de la période visée par l'enquête, il y avait eu des ventes de grumes, dans des conditions de pleine concurrence, par des exploitants indépendants à des scieries non apparentées et par des exploitants/scieries titulaires d'une concession à des scieries non apparentées. Sur la base de son analyse des éléments de preuve versés au dossier, le Département du commerce a déterminé que tel avait été le cas. Pour ces ventes effectuées dans des conditions de pleine concurrence, il a ensuite déterminé si un avantage avait été transmis aux scieries qui avaient acheté les grumes, en utilisant des points de repère appropriés, et a soustrait du numérateur utilisé dans le calcul du montant global de la subvention tout avantage dont il avait constaté qu'il n'avait pas été transmis à ces scieries.

31. Le Département du commerce a toutefois déterminé que d'autres ventes n'avaient pas été effectuées dans des conditions de pleine concurrence, soit parce que les faits figurant dans le dossier montraient que tel n'avait pas été le cas, soit parce que le Canada n'avait pas fourni des éléments de preuve suffisants qui lui auraient permis d'analyser ces ventes. En définitive, l'analyse des ventes de grumes effectuée par le Département du commerce et dont il a été démontré qu'elles avaient eu lieu dans des conditions de pleine concurrence a eu pour effet d'amputer d'un montant de 28 344 121 dollars canadiens le numérateur du taux de subventionnement *ad valorem*, ce taux de subventionnement pour l'ensemble du pays étant ainsi ramené de 18,79 pour cent *ad valorem* à 18,62 pour cent *ad valorem*.<sup>30</sup>

32. Le Canada conteste maintenant la détermination établie par le Département du commerce au titre de l'article 129 en vertu de l'article 21:5 du Mémoire d'accord. Cette contestation, toutefois, ne trouve aucun fondement dans l'Accord SMC, le GATT de 1994 ou les recommandations et décisions de l'ORD. L'analyse de la transmission effectuée par le Département du commerce l'a été conformément aux recommandations et décisions de l'ORD et est compatible avec les règles de l'OMC; par conséquent, les allégations du Canada sont sans fondement.

33. Premièrement, le Département du commerce n'a pas "présumé" qu'il y avait eu transmission. Pour mettre en œuvre les recommandations et décisions de l'ORD, le Département du commerce a demandé au Canada de fournir des données établissant le bien-fondé de ses allégations, selon lesquelles il n'y avait pas eu transmission des subventions. Dans certains cas, les entreprises canadiennes interrogées ont fourni les données requises et le Département du commerce a procédé à

---

<sup>29</sup> Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Mesure de sauvegarde transitoire appliquée aux fils de coton peignés en provenance du Pakistan*, WT/DS192/AB/R, adopté le 5 novembre 2001, paragraphe 74.

<sup>30</sup> Détermination au titre de l'article 129, page 1. Pièce n° 5 du Canada.

l'analyse recommandée, en utilisant les prix appropriés des grumes comme points de repère. Dans d'autres cas, toutefois, malgré les demandes répétées du Département du commerce, le Canada n'a pas fourni les données nécessaires. Faute de données suffisantes, le Département du commerce n'a pas été en mesure de procéder à son analyse pour la totalité des ventes de grumes pour lesquelles le Canada lui avait demandé d'effectuer cette analyse.<sup>31</sup>

34. Deuxièmement, le Département du commerce a dûment procédé à une enquête et établi une détermination sur la question de savoir si des ventes particulières avaient été effectuées dans des "conditions de pleine concurrence". Contrairement à ce qu'affirme le Canada<sup>32</sup>, rien dans l'Accord SMC, le GATT de 1994 ou les recommandations et décisions de l'ORD ne permet d'étayer l'argument canadien selon lequel l'analyse des conditions de pleine concurrence devrait ne faire intervenir, en substance, que le seul critère de l'affiliation. Par ailleurs, une partie des recommandations et décisions de l'ORD ne concernait qu'une catégorie particulière de ventes de grumes effectuées dans des conditions de pleine concurrence: les ventes des exploitants/scieries titulaires d'une concession à des scieries non apparentées et non titulaires d'une concession.<sup>33</sup> La portée des recommandations et décisions de l'ORD ne devrait donc pas être élargie pour inclure des entités qui n'étaient pas visées par ces recommandations et décisions.

35. Enfin, les résultats du nouveau calcul effectué par le Département du commerce ont été appliqués au seul taux porté à la connaissance du groupe spécial initial et de l'Organe d'appel, à savoir le taux *ad valorem* de 18,79 pour cent calculé dans le cadre de la détermination finale. L'argument du Canada, selon lequel le Département du commerce a appliqué les résultats de son analyse de la transmission à un taux "qui avait été invalidé depuis longtemps à l'issue d'une procédure de révision judiciaire"<sup>34</sup>, est dénué de fondement.

## VI. Conclusion

36. Pour les raisons que nous venons d'exposer, les allégations du Canada concernant la mise en œuvre, par les États-Unis, des recommandations et décisions de l'ORD n'ont aucun fondement dans l'Accord SMC, le GATT de 1994 ou les recommandations et décisions de l'ORD. Les États-Unis demandent donc au Groupe spécial de bien vouloir constater qu'ils ont dûment mis en œuvre les recommandations et décisions de l'ORD et rejeter les allégations du Canada dans leur intégralité. En outre, les États-Unis demandent au présent Groupe spécial de constater que les résultats du premier réexamen ne relèvent pas de la compétence du Groupe spécial dans le cadre du présent recours à l'article 21:5.

---

<sup>31</sup> Par exemple, détermination au titre de l'article 129, pages 3 et 13 (observation 8).

<sup>32</sup> Par exemple, première communication écrite du Canada, paragraphes 59 à 65.

<sup>33</sup> Par exemple, rapport de l'Organe d'appel, paragraphe 167 e).

<sup>34</sup> Première communication écrite du Canada, paragraphe 10.

## ANNEXE B-2

### DEUXIÈME COMMUNICATION ÉCRITE DES ÉTATS-UNIS

31 mars 2005

#### I. Introduction

1. Le 10 mars 2005, les États-Unis ont déposé leur première communication et leur demande de décision préliminaire. Conformément aux procédures de travail du Groupe spécial, les États-Unis présentent maintenant leur communication à titre de réfutation.

2. Pour mettre en œuvre les recommandations et décisions de l'Organe de règlement des différends (l'"ORD") dans l'affaire *États-Unis – Détermination finale en matière de droits compensateurs concernant certains bois d'œuvre résineux en provenance du Canada*<sup>1</sup>, le Département du commerce des États-Unis ("Département du commerce") a rendu publique une détermination révisée le 6 décembre 2004 (la "détermination au titre de l'article 129").<sup>2</sup> Conformément à ces recommandations et décisions, le Département du commerce a, dans le cadre de sa détermination finale<sup>3</sup>, déterminé le montant de la subvention qui avait été transmise au cours de l'achat dans le cas de certaines ventes de grumes effectuées dans des conditions de pleine concurrence entre des parties non apparentées. En fin de compte, l'analyse du Département du commerce concernant les ventes de grumes dont il était démontré qu'elles étaient effectuées à des conditions de pleine concurrence a abouti à une réduction de 28 344 121 dollars canadiens du numérateur du taux de subventionnement *ad valorem*, ce qui a eu pour effet de ramener le taux de subventionnement correspondant à l'ensemble du pays de 18,79 pour cent *ad valorem* à 18,62 pour cent *ad valorem*.<sup>4</sup> La détermination au titre de l'article 129 du Département du commerce est compatible avec les recommandations et décisions de l'ORD, l'*Accord sur les subventions et les mesures compensatoires* (l'"Accord SMC") et l'*Accord*

---

<sup>1</sup> Rapport de l'Organe d'appel, WT/DS257/AB/R, adopté le 17 février 2004 (le "rapport de l'Organe d'appel"); rapport du Groupe spécial, WT/DS257/R, adopté le 17 février 2004 (le "rapport du Groupe spécial").

<sup>2</sup> *Section 129 Determination: Final Countervailing Duty Determination, Certain Softwood Lumber from Canada*, 6 décembre 2004 (la "détermination au titre de l'article 129") (pièce n° 5 du Canada). La détermination au titre de l'article 129 a été mise en œuvre le 10 décembre 2005, à la demande du Bureau du Représentant des États-Unis pour les questions commerciales internationales. Voir la *Notice of Implementation Under Section 129 of the Uruguay Round Agreements Act; Countervailing Measures Concerning Certain Softwood Lumber Products From Canada*, 69 FR, page 75305 (16 décembre 2004). Pièce n° 7 du Canada. Pour des résumés des plaintes des provinces et les résultats de la détermination relative à la transmission établie par le Département du commerce, voir le "mémoire sur le projet de décision" se rapportant à la détermination au titre de l'article 129 relative à la détermination finale en matière de droits compensateurs concernant certains bois d'œuvre résineux en provenance du Canada (le "projet de détermination au titre de l'article 129"), 19 novembre 2005, pages 8 à 15 (pièce n° 6 du Canada). Toutes les modifications apportées à l'analyse du Département du commerce sont exposées dans la section intitulée "Comment" de la détermination au titre de l'article 129. L'"article 129" fait référence à la disposition de la Loi sur les Accords du Cycle d'Uruguay qui prévoit des procédures pour mettre en œuvre certaines recommandations et décisions de l'ORD en ce qui concerne les enquêtes en matière de droits compensateurs.

<sup>3</sup> *Notice of Final Affirmative Countervailing Duty Determination and Final Negative Critical Circumstances Determination: Certain Softwood Lumber Products from Canada*, 67 Fed. Reg., page 15545 (2 avril 2002), telle que modifiée, 67 Fed. Reg., page 36070 (22 mai 2002) (la "détermination finale"). Pièce n° 1 des États-Unis.

<sup>4</sup> Détermination au titre de l'article 129, page 1. Pièce n° 5 du Canada.

*général sur les tarifs douaniers et le commerce de 1994* (le "GATT de 1994"), et c'est ce que le Groupe spécial devrait constater.

3. Dans la présente procédure, le Canada demande pourtant au Groupe spécial de constater que les États-Unis sont soumis à des conditions et à des restrictions qui ne sont énoncées dans aucune disposition de l'Accord SMC ou du GATT de 1994, qui ne font pas partie des recommandations et décisions de l'ORD et qui sont par ailleurs totalement injustifiées. Ce faisant, le Canada tente de détourner l'attention du fait qu'il n'a souvent pas fourni au Département du commerce les données nécessaires pour effectuer l'analyse recommandée par l'ORD. Toutefois, ni les efforts déployés par le Canada pour empêcher le Département du commerce d'effectuer une véritable analyse de la transmission, ni le fait qu'il n'a pas communiqué les données demandées, n'ont abouti à ce que les États-Unis ne se conforment pas aux recommandations et décisions de l'ORD ou à une mesure incompatible avec l'Accord SMC ou le GATT de 1994.

4. Comme il est indiqué ci-dessous, et contrairement à ce que fait valoir le Canada, le Département du commerce a procédé à son analyse de la transmission conformément aux recommandations et décisions de l'ORD et la mesure en cause qui a résulté de cette analyse est compatible avec l'Accord SMC et le GATT de 1994.

## **II. Le Département du commerce a effectué une analyse de la transmission qui est compatible avec les recommandations et décisions de l'ORD ainsi qu'avec l'Accord SMC et le GATT de 1994**

5. Le Canada ne conteste pas l'approche générale du Département du commerce consistant à réduire le numérateur dans le calcul du taux de subventionnement *ad valorem* pour éliminer les subventions attribuées aux ventes effectuées dans des conditions de pleine concurrence au cours desquelles aucun avantage n'a été transmis. En revanche, le Canada se plaint que le Département du commerce, au lieu de procéder à une analyse de la transmission, a "présumé" qu'il y avait transmission. Le Canada fonde notamment son argument relatif à la "présomption" sur l'affirmation selon laquelle le Département du commerce doit adopter une définition déraisonnable de l'expression "dans des conditions de pleine concurrence"<sup>5</sup> qui empêcherait le Département du commerce de procéder à une véritable analyse de la question de savoir si, dans les faits, les ventes sont effectuées dans des conditions de pleine concurrence. En conséquence, chaque fois que le Département du commerce a établi qu'une opération n'était pas effectuée dans des conditions de pleine concurrence, d'après la définition déraisonnable de l'expression "dans des conditions de pleine concurrence" du Canada, le Département du commerce a indûment "présumé" qu'il y avait transmission de la subvention. En outre, le Canada fait valoir que le Département du commerce a "présumé" qu'il y avait transmission en écartant les données globales communiquées par le Canada<sup>6</sup> et en excluant de son analyse les ventes entre des scieries titulaires d'une concession.<sup>7</sup> En présentant ses arguments, le Canada fait abstraction du fait que l'analyse du Département du commerce s'effectue nécessairement entreprise par entreprise et des constatations effectivement formulées par l'ORD, y compris les définitions particulières des catégories d'entreprises pour lesquelles une analyse de la transmission devait être effectuée. Comme il est indiqué ci-dessous, le Département du commerce a dûment procédé à son analyse de la transmission.

---

<sup>5</sup> Première communication écrite du Canada, 24 février 2005 ("première communication écrite du Canada"), paragraphes 38, 59 à 65.

<sup>6</sup> Première communication écrite du Canada, paragraphe 58.

<sup>7</sup> Première communication écrite du Canada, paragraphes 54 et 55.

**A. Le Département du commerce a envoyé des questionnaires afin d'obtenir les données nécessaires pour son analyse**

6. Pour effectuer son analyse de la transmission, le Département du commerce devait d'abord obtenir du Canada<sup>8</sup> des données étayant l'allégation de ce pays selon laquelle il fallait réduire une partie du volume total des grumes provenant de terres domaniales qui avaient été transformées en bois d'œuvre – tel que le Canada en avait fait état – afin de tenir compte des ventes de grumes effectuées dans des conditions de pleine concurrence entre des parties non apparentées, dans le cadre desquelles aucun avantage n'avait été transmis. Le dossier administratif ne renfermait aucun élément de preuve étayant les allégations du Canada, parce que le Département du commerce avait mené l'enquête initiale sur une base globale, et non entreprise par entreprise, et qu'il n'avait pas effectué auparavant une telle analyse de la transmission.

7. Dans l'enquête initiale, le Département du commerce a calculé l'avantage conféré par la subvention dans le cadre des programmes provinciaux relatifs au bois des terres domaniales en examinant dans quelle mesure chaque province vendait du bois moyennant une rémunération moins qu'adéquate. Cet avantage conféré par la subvention constitue le numérateur qui est divisé par les ventes pertinentes de bois et de sous-produits auxquels la subvention confère un avantage, c'est-à-dire le dénominateur, pour déterminer le taux de subventionnement *ad valorem* pouvant donner lieu à une mesure compensatoire. Le Département du commerce avait besoin de renseignements et de données spécifiques pour calculer tout ajustement devant être apporté à ce numérateur correspondant à l'avantage conféré par la subvention pour tenir compte des ventes de grumes provenant de terres domaniales, qui avaient pu être effectuées dans des conditions de pleine concurrence entre des parties non apparentées, au cours desquelles la subvention n'avait pas été transmise. Plus précisément, le Département du commerce avait besoin de connaître le volume des ventes de grumes réalisées au Canada pendant la période couverte par l'enquête pour lequel le Canada demandait une analyse de la transmission. En outre, pour déterminer si les opérations indiquées portant sur les grumes avaient lieu entre des parties non apparentées, le Département du commerce avait besoin de renseignements concernant toute affiliation entre l'acheteur et le vendeur des grumes. Par ailleurs, le Département du commerce avait besoin de renseignements concernant des restrictions prescrites par les pouvoirs publics et d'autres facteurs qui pouvaient limiter ou régir les conditions de la vente, et donc altérer le caractère pleinement concurrentiel de la vente. Enfin, pour procéder à l'analyse de l'"avantage concurrentiel", au moyen de laquelle le Département du commerce évaluait si et dans quelle mesure une subvention était transmise, le Département du commerce avait besoin de données particulières sur les prix, les essences, la taille, la classe, la qualité, les rabais, les conditions de livraison et les conditions de paiement.

8. En conséquence, le Département du commerce a demandé au Canada, au moyen de questionnaires, d'indiquer le volume des ventes de grumes pour lequel celui-ci avait formulé des allégations relatives à la transmission, et de fournir les renseignements particuliers nécessaires pour déterminer si des ventes de grumes avaient eu lieu entre des parties non apparentées et dans des conditions de pleine concurrence. Cela aurait permis au Département du commerce de répertorier les opérations qui pouvaient être prises en considération dans la dernière phase de l'analyse (avantage concurrentiel). Les renseignements demandés avaient trait, entre autres choses, aux relations existant entre les parties aux opérations particulières (comme la question de savoir si les parties étaient affiliées), ainsi qu'aux circonstances entourant les ventes en question.

---

<sup>8</sup> Première communication écrite du Canada, paragraphe 6. Comme le Canada l'a reconnu, "les procédures au titre de [l']article [129] peuvent comporter l'envoi de nouveaux questionnaires ...".

9. Les 14 avril<sup>9</sup>, 17 août<sup>10</sup> et 5 octobre 2004<sup>11</sup>, le Département du commerce a envoyé des questionnaires et des questionnaires complémentaires au Canada sur la question. Il a indiqué au Canada, dans son questionnaire initial, que si une province alléguait qu'une partie du volume des grumes provenant de terres domaniales porté au numérateur<sup>12</sup> était vendue au cours d'opérations effectuées dans des conditions de pleine concurrence et entre parties non apparentées, et demandait une analyse pour déterminer si la scierie acheteuse recevait un avantage conféré par une subvention, la province était tenue d'expliquer comment le volume était calculé et de fournir une documentation à l'appui de ses allégations.<sup>13</sup> Les gouvernements provinciaux canadiens ont fourni des réponses aux questionnaires le 21 mai 2004. Bien qu'ils aient communiqué certains des renseignements qui avaient été demandés, les réponses étaient incomplètes.

10. En conséquence, le 17 août 2004, le Département du commerce a envoyé un questionnaire complémentaire sur la "transmission" dans lequel il informait le Canada que ses réponses du 21 mai 2004 étaient à plusieurs égards déficientes et que les "renseignements fournis dans la réponse au questionnaire [étaient] insuffisants pour que le Département du commerce puisse mener à bien son analyse de la "transmission"". <sup>14</sup> Dans ce questionnaire complémentaire, le Département du commerce demandait des renseignements additionnels et des précisions aux gouvernements des provinces et aux exploitants forestiers indépendants et usines au sujet des ventes de grumes dont ils alléguaient qu'elles étaient effectuées dans des conditions de pleine concurrence. Suite à la plainte du Canada selon laquelle il ne pouvait pas être apporté de réponse à certaines des questions parce que les gouvernements provinciaux n'avaient pas accès à certaines données, le Département du commerce a modifié ses demandes de renseignements.

11. En particulier, le Département du commerce a joint un appendice relatif à la transmission à son questionnaire complémentaire sur la transmission et a demandé que les gouvernements provinciaux transmettent cet appendice aux exploitants forestiers indépendants et scieries concernés par les ventes de grumes pour lesquelles une analyse de la transmission était demandée. Dans cet appendice relatif à la transmission, le Département du commerce demandait directement des renseignements aux scieries et aux exploitants forestiers indépendants au sujet des affiliations et des relations entre entreprises, ainsi que des renseignements sur les conditions des ventes, y compris des données concernant les ventes de grumes et les contrats d'achat.<sup>15</sup>

12. Le 15 septembre 2004, les parties canadiennes ont communiqué leurs réponses à ce questionnaire complémentaire. Certaines scieries et certains exploitants indépendants ont

---

<sup>9</sup> Voir la lettre adressée par le Département du commerce à l'Ambassade du Canada, 14 avril 2004, questionnaire sur la transmission. Pièce n° 3 du Canada.

<sup>10</sup> Voir la lettre adressée par le Département du commerce à l'Ambassade du Canada, 17 août 2004, questionnaire complémentaire sur la transmission. Pièce n° 23 du Canada.

<sup>11</sup> Voir la lettre adressée par le Département du commerce à l'Ambassade du Canada, 5 octobre 2004, deuxième questionnaire complémentaire sur la transmission. Pièce n° 24 du Canada.

<sup>12</sup> Le numérateur dans le calcul final de la subvention effectué par le Département du commerce correspondait à l'avantage total reçu, lequel était calculé d'après le volume total du bois provenant de terres domaniales récolté pendant la période couverte par l'enquête qui avait effectivement pénétré dans les scieries et avait été transformé par elles, selon les indications données par chacune des provinces.

<sup>13</sup> Conformément aux recommandations et décisions de l'ORD (rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.99; rapport de l'Organe d'appel, paragraphe 167 e)), le Département du commerce a spécifiquement demandé des renseignements concernant la partie du volume total du bois provenant de terres domaniales qui pénétrait dans les scieries indiquée par les provinces, dont il était allégué qu'elle était "vendue au cours d'opérations effectuées dans des conditions de pleine concurrence par des concessionnaires qui ne possédaient pas de scierie ..." et "vendue au cours d'opérations effectuées dans des conditions de pleine concurrence par des scieries qui avaient des concessions à des scieries qui n'en avaient pas ...", pièce n° 3 du Canada, pages 10 et 11 (questions n° 1 et 2).

<sup>14</sup> Pièce n° 23 du Canada.

<sup>15</sup> Pièce n° 23 du Canada, page 1, et appendice relatif à la transmission – 1.

communiqué des réponses à l'appendice relatif à la transmission. Cependant, bien que le Département du commerce ait antérieurement avisé le Canada que sans les données demandées, il n'aurait peut-être pas suffisamment de données pour achever son analyse de la transmission, le Canada a une fois de plus fourni des réponses incomplètes aux demandes de données du Département du commerce. Le Canada a donné deux raisons pour expliquer le fait qu'il n'avait pas répondu correctement aux demandes du Département du commerce: premièrement, il a allégué que certaines des demandes étaient volumineuses et qu'il était trop compliqué pour lui de recueillir les données; deuxièmement, il a allégué que certains des renseignements demandés par le Département du commerce n'étaient pas pertinents.<sup>16</sup>

13. Le 5 octobre 2004, le Département du commerce a envoyé un deuxième questionnaire complémentaire sur la transmission et un appendice complémentaire relatif à la transmission. Comme les gouvernements provinciaux n'avaient pas répondu de façon adéquate aux questionnaires précédents du Département du commerce, celui-ci demandait de nouveau des précisions et des renseignements additionnels. Comme il l'a indiqué dans son deuxième questionnaire complémentaire sur la transmission, le Département du commerce a modifié, lorsque cela était possible, certaines de ses demandes, pour répondre à la plainte du Canada selon laquelle il était compliqué de fournir les renseignements.<sup>17</sup> En ce qui concerne l'allégation du Canada selon laquelle certains renseignements n'étaient pas pertinents, le Département du commerce a réaffirmé au Canada qu'il avait besoin de ces données pour effectuer l'analyse recommandée par l'ORD. Les parties canadiennes ont répondu au deuxième questionnaire complémentaire le 25 octobre 2004.

14. En refusant de fournir certaines des données demandées par le Département du commerce, le Canada a tenté et tente de limiter la capacité du Département du commerce de procéder à une véritable analyse de la transmission. Le Canada soutient que l'analyse relative aux conditions de pleine concurrence du Département du commerce ne devrait être rien de plus qu'une simple détermination visant à établir si les parties à l'opération sont non apparentées. En effet, le Canada fait valoir que le Département du commerce a fait erreur en ne s'appuyant pas sur les données "globales" du Canada – données qui (bien qu'étant limitées aux ventes entre parties non apparentées) ne tiennent pas compte d'autres facteurs que l'affiliation qui pourraient faire que les opérations ne sont pas effectuées dans des conditions de pleine concurrence. Comme il est indiqué ci-dessous, l'analyse du Département du commerce relative aux conditions de pleine concurrence comprenait, à juste titre, un examen d'autres questions que la seule affiliation.

---

<sup>16</sup> Voir, par exemple, la pièce n° 23 du Canada, page 6 (Ontario, question n° 1); réponse du gouvernement de l'Ontario au questionnaire complémentaire sur la transmission du Département du commerce, daté du 17 août 2004 (15 septembre 2004), pages ON-PASS-2 et 3 ("réponse de l'Ontario concernant la transmission du 15 septembre"). Pièce n° 3 des États-Unis. Voir aussi la réponse du gouvernement de la Colombie-Britannique au questionnaire complémentaire du Département du commerce, daté du 17 août 2004, concernant la transmission des avantages allégués (15 septembre 2004), page 10 ("réponse de la Colombie-Britannique concernant la transmission du 15 septembre"). Pièce n° 4 des États-Unis.

<sup>17</sup> Dans le deuxième questionnaire complémentaire, le Département du commerce a encore modifié ses demandes. Par exemple, comme le gouvernement de la Colombie-Britannique a affirmé qu'il n'avait pas accès aux contrats d'achat de grumes pour les opérations dont il était allégué qu'elles étaient effectuées dans des conditions de pleine concurrence, le Département du commerce a circonscrit sa demande aux scieries qui participaient à l'étude Norcon, qui avait été conçue à la demande du gouvernement de la Colombie-Britannique. Pièce n° 24 du Canada, pages 5 et 6. En ce qui concerne le problème du gouvernement de l'Alberta, qui avait indiqué qu'il ne pouvait pas fournir des copies de tous les accords de concession concernant des permis commerciaux de coupe, le Département du commerce a circonscrit sa demande aux accords de concession associés à des contingents de coupe de conifères et à certains permis commerciaux de coupe, qui avaient été identifiés par le Département du commerce. Pièce n° 24 du Canada, page 8, paragraphe 1. De même, le Département du commerce a modifié ses demandes de renseignements sur le rendement du bois présentées au gouvernement de l'Alberta en se limitant aux parties contenant le texte sur le paiement des redevances d'exploitation. Pièce n° 24 du Canada, page 9, paragraphe 7.

**B. Le Département du commerce a dûment procédé à une analyse relative aux conditions de pleine concurrence dans le cadre de son analyse de la transmission**

15. Le Département du commerce a tout d'abord analysé les renseignements fournis par le Canada pour déterminer si les ventes étaient effectuées entre des parties apparentées. Si tel était le cas, l'analyse n'allait pas plus loin, puisque les recommandations et décisions de l'ORD ne concernaient que les ventes entre des parties non apparentées.<sup>18</sup> Le Département du commerce a ensuite examiné les ventes entre parties non apparentées pour déterminer si elles étaient effectuées dans des conditions de pleine concurrence. Le Canada conteste cette étape nécessaire dans son intégralité, car apparemment il pense, à tort, que toutes les ventes entre des parties non apparentées formellement sont nécessairement effectuées dans des conditions de pleine concurrence. En conséquence, selon le Canada, en examinant si ces ventes sont, de fait, effectuées dans des conditions de pleine concurrence et en excluant ensuite de l'analyse de la transmission les ventes qui ne satisfont pas au critère de la pleine concurrence, le Département du commerce "présume" d'une certaine façon illicitement qu'il y a transmission. Cela est faux. De fait, c'est le Canada qui "présume" qu'il n'y a pas transmission pour toutes les ventes entre des parties non apparentées. Par ailleurs, rien dans l'Accord SMC, dans le GATT de 1994, ni dans les recommandations et décisions de l'ORD, n'indique que l'analyse du Département du commerce visant à déterminer si les ventes sont effectuées dans des conditions de pleine concurrence devrait être si rigoureusement limitée, voire de fait éliminée.

**1. L'approche suivie par le Département du commerce pour déterminer si les ventes sont effectuées dans "des conditions de pleine concurrence" – en tenant compte de facteurs autres que la simple affiliation – est compatible avec les recommandations et décisions de l'ORD, l'Accord SMC et le GATT de 1994**

16. Le Canada allègue que le Département du commerce a "appliqué un critère artificiel"<sup>19</sup> pour déterminer si ses ventes de grumes allégées étaient réalisées dans des conditions de pleine concurrence. Or l'expression "conditions de pleine concurrence" n'est pas utilisée ni définie dans le texte de l'Accord SMC; on ne voit donc pas très bien sur quoi le Canada se fonde pour alléguer que le critère appliqué par le Département du commerce est "artificiel". L'Organe d'appel a conclu, dans le présent différend, qu'à la fois l'Accord SMC et le GATT de 1994 prescrivaient que, lorsque des subventions sont accordées directement à des producteurs d'un *produit servant de matière première*, tandis que des droits compensateurs doivent être imposés sur les produits *transformés*, "et lorsque les producteurs de la matière première et les transformateurs en aval exercent leurs activités dans des conditions de pleine concurrence", le Département du commerce doit établir que l'avantage est transmis au transformateur en aval.<sup>20</sup> En conséquence, lorsque les deux producteurs n'exercent pas leurs activités dans des "conditions de pleine concurrence", aucune détermination du montant de la subvention transmise au cours de l'opération n'est requise parce que la subvention accordée au producteur de la matière première confère un avantage au producteur du produit transformé. La question de savoir si les entités fonctionnent "dans des conditions de pleine concurrence" soulève plus qu'une simple question d'affiliation formelle; elle suppose une analyse de la question de savoir si une partie "contrôle" effectivement l'autre ou de la question de savoir si les parties ont un pouvoir de négociation à peu près égal.<sup>21</sup> En d'autres termes, si l'une des parties contrôle l'autre, ou si leurs

---

<sup>18</sup> Le Canada n'a pas contesté les déterminations du Département du commerce concernant l'affiliation. Première communication écrite du Canada, paragraphe 74, note de bas de page 66.

<sup>19</sup> Première communication écrite du Canada, paragraphe 59.

<sup>20</sup> Rapport de l'Organe d'appel, paragraphe 146. ("conditions de pleine concurrence" est en italique dans l'original)

<sup>21</sup> Voir le BLACK'S LAW DICTIONARY, septième édition (West Group 1999), page 103 ("Of or relating to dealings between two parties who are not related or not on close terms and who are presumed to have roughly equal bargaining power; not involving a confidential relationship ...") De transactions ou relatives à des

transactions ne sont pas réalisées entre entités ayant un pouvoir de négociation égal, ni l'Accord SMC ni le GATT de 1994 ne prescrivent que le montant de la subvention transmise au cours de l'opération doit être déterminé; en fait, l'autorité chargée de l'enquête peut considérer que la subvention accordée à la matière première confère un avantage au produit transformé.<sup>22</sup>

17. Il ne s'agit donc pas simplement d'une question d'affiliation. À cet égard, l'ORD reconnaît lui-même dans ses recommandations et décisions qu'il existe une distinction entre la pleine concurrence et l'affiliation, en décrivant les ventes effectuées dans des conditions de pleine concurrence comme un sous-ensemble des ventes entre entités non apparentées. Précisément, l'ORD a statué que le Département du commerce aurait dû procéder à "une analyse de la transmission en ce qui concerne les *ventes de grumes effectuées dans des conditions de pleine concurrence ... à des scieries non apparentées*".<sup>23</sup> Cela est totalement incompatible avec l'affirmation du Canada selon laquelle une analyse relative à des conditions de pleine concurrence ne requiert rien de plus qu'une détermination de l'affiliation.<sup>24</sup>

18. Le Département du commerce a dûment examiné, dans le cadre de son analyse de la transmission, si les parties aux ventes de grumes étaient apparentées par propriété commune et également si l'une des circonstances entourant les ventes de grumes affectait la nature des ventes d'une manière telle qu'elles ne pouvaient pas être considérées comme étant effectuées dans des conditions de pleine concurrence. Dans un premier temps, comme il est expliqué plus haut, le Département du commerce a examiné si une des ventes de grumes en question était effectuée entre des parties affiliées. Conformément aux recommandations et décisions de l'ORD, après avoir constaté que des ventes étaient effectuées entre des parties affiliées, le Département du commerce n'a pas poussé plus loin l'analyse de la transmission.<sup>25</sup> Si les ventes étaient effectuées entre des parties non affiliées, le Département du commerce examinait les circonstances entourant les opérations dans le cadre de son analyse se rapportant aux "conditions de pleine concurrence".

19. Le Département du commerce a dûment examiné les circonstances entourant les ventes dont le Canada indiquait qu'elles avaient lieu entre des parties non apparentées. Bien que le Canada

---

transactions entre deux parties qui ne sont pas apparentées ou n'entretiennent pas de relations étroites et dont il est présumé qu'elles ont un pouvoir de négociation à peu près égal; ne supposant pas une relation de confidentialité.) Pièce n° 5 des États-Unis. *Voir aussi* THE NEW SHORTER OXFORD ENGLISH DICTIONARY, édition à onglets (Oxford University Press 1993), page 114 ("without undue familiarity; (of dealings) with neither party controlled by the other" sans trop de familiarité; (s'entend de transactions) dans lesquelles aucune partie ne contrôle l'autre). Pièce n° 18 du Canada.

Dans le contexte particulier d'un différend concernant des droits compensateurs, *voir* le rapport du Groupe spécial *Corée – Mesures affectant le commerce des navires de commerce*, WT/DS273 (7 mars 2005), paragraphe 7.135. (Les Communautés européennes contestaient certaines subventions coréennes en tant que subventions prohibées au titre de l'article 3.1 et 3.2 de l'Accord SMC.) Pour déterminer si un point de repère du marché était approprié, le Groupe spécial a examiné si les négociations concernant les achats étaient réalisées dans des conditions de pleine concurrence lorsque l'acheteur pouvait désigner la source auprès de laquelle un chantier naval devait se procurer une garantie de restitution des paiements anticipés (APRG). Le Groupe spécial a estimé ce qui suit: "[e]n pareil cas, la désignation du fournisseur d'APRG par l'acheteur signifie qu'il y a un risque que l'APRG ne soit pas négociée dans des conditions de pleine concurrence puisque le chantier naval est un acheteur captif. Le chantier naval pourrait donc payer un taux plus élevé qu'il ne le ferait s'il avait la possibilité de s'adresser à d'autres fournisseurs et d'en comparer les offres".

<sup>22</sup> *Voir* le rapport de l'Organe d'appel, paragraphe 143 ("Lorsque les producteurs de la matière première et les producteurs des produits transformés exercent leurs activités dans des conditions de pleine concurrence, la transmission des avantages découlant de la subvention pour la matière première, des bénéficiaires directs aux bénéficiaires indirects en aval, ne peut pas simplement être présumée; ..."). (non souligné dans l'original)

<sup>23</sup> Rapport de l'Organe d'appel, paragraphe 167 e). (pas d'italique dans l'original, sauf pour le mot "grumes")

<sup>24</sup> Rapport de l'Organe d'appel, paragraphe 124. (non souligné dans l'original)

<sup>25</sup> Détermination au titre de l'article 129, page 4. Pièce n° 5 du Canada.

conteste l'approche du Département du commerce, il ne peut citer aucun point de l'Accord SMC, du GATT de 1994 ou des recommandations et décisions de l'ORD, qui établit l'analyse de l'affiliation *per se* que ce pays préconise. En effet, les éléments de preuve versés au dossier montrent que bon nombre des ventes dont le Canada allègue qu'elles sont effectuées dans des conditions de pleine concurrence sont soumises à des instructions données par les pouvoirs publics et à d'autres conditions qui font qu'elles ne sont pas effectuées dans des conditions de pleine concurrence ou ne peuvent pas être d'une autre façon prises en compte dans l'analyse de la transmission. Ces aspects seront examinés dans la section suivante.

## **2. Il ressort du dossier que dans le cadre du régime forestier canadien, bon nombre de circonstances entourant les ventes dépendent des instructions données par les pouvoirs publics et d'autres conditions**

20. L'approche *per se* simpliste du Canada est très loin de la réalité du régime forestier canadien. Dans le cas de nombreuses opérations, les éléments versés au dossier montrent que certaines restrictions prescrites par les pouvoirs publics et d'autres facteurs ont contrôlé, limité ou autrement affecté les ventes de grumes, justifiant la détermination établie par le Département du commerce selon laquelle ces opérations n'étaient pas effectuées dans des conditions de pleine concurrence ou, dans certains cas, n'étaient pas du tout des ventes.

21. Plus précisément, les éléments de preuve versés au dossier montrent que les gouvernements provinciaux imposent des restrictions sur les ventes de grumes qui affectent bon nombre des opérations dont le Canada a indiqué qu'elles constituaient des ventes effectuées dans des conditions de pleine concurrence. Le Département du commerce a établi deux de ces catégories de prescriptions prescrites par les pouvoirs publics: 1) limitations concernant les ventes de grumes qui figurent dans les contrats de concession de terres domaniales, telles que les prescriptions en matière de dépendance et de transformation sur place et 2) les contrats d'approvisionnement en bois.<sup>26</sup> Le Canada ne dit pas que ces instructions des pouvoirs publics n'existent pas, mais il estime qu'elles ne modifient pas le caractère pleinement concurrentiel des opérations entre les parties.<sup>27</sup> Selon le Canada, le fait que les pouvoirs publics contrôlent la cession du bois provenant de terres domaniales en prescrivant à qui un vendeur doit vendre n'a aucune incidence sur les conditions réelles de la vente – tant que les parties ne sont pas formellement affiliées, toute opération entre elles doit être considérée comme étant effectuée dans des conditions de pleine concurrence. Bien que le Canada affirme le contraire, lorsque des restrictions prescrites par les pouvoirs publics relevant de l'une ou de l'autre de ces catégories existent, les vendeurs de grumes ne sont pas libres d'agir au mieux de leurs intérêts pour choisir des acheteurs potentiels et négocier avec eux. Lorsque les gouvernements provinciaux limitent la capacité de vendre librement d'un vendeur et lui imposent à la place la personne à qui il doit vendre, le Département du commerce a établi d'une manière raisonnable, compatible avec toute interprétation raisonnable de l'expression "dans des conditions de pleine concurrence", que les ventes affectées n'étaient pas réalisées dans des conditions de pleine concurrence.<sup>28</sup>

22. En outre, sur la base du dossier, le Département du commerce a établi qu'il y avait un facteur additionnel<sup>29</sup> – autre que les restrictions prescrites par les pouvoirs publics susmentionnées – qui affectait nombre des ventes de grumes canadiennes, de telle manière qu'elles ne pouvaient pas être

---

<sup>26</sup> Détermination au titre de l'article 129, page 4. Pièce n° 5 du Canada.

<sup>27</sup> Première communication écrite du Canada, paragraphes 62 à 64.

<sup>28</sup> Voir, par exemple, le rapport du Groupe spécial *Corée – Mesures affectant le commerce des navires de commerce*, WT/DS273 (7 mars 2005), paragraphe 7.135. (Il y a un risque que la transaction ne soit pas négociée dans des conditions de pleine concurrence lorsqu'il y a un "acheteur captif".)

<sup>29</sup> Le Département du commerce a distingué trois facteurs additionnels qui affectaient son analyse de la transmission. Toutefois, comme il est indiqué ci-dessus, deux de ces trois facteurs ne sont pas exclusivement liés à des questions de pleine concurrence.

considérées comme étant effectuées dans des conditions de pleine concurrence. La structure réelle de certains contrats d'achat de grumes<sup>30</sup> donnait à la scierie acheteuse le pouvoir de contrôler de si nombreux aspects de l'opération que le Département du commerce a déterminé que les opérations visées par ces contrats d'achat ne pouvaient pas être considérées comme étant effectuées dans des conditions de pleine concurrence. Plus particulièrement, s'agissant de certains contrats d'achat de grumes, la scierie gère activement tous les aspects de la récolte et de la livraison. S'agissant d'autres contrats, la scierie finance ou fournit d'autres produits ou services dans le cadre de l'opération.<sup>31</sup> Pour permettre au Département du commerce de distinguer les contrats d'achat de grumes qui correspondaient à des ventes de grumes effectuées dans des conditions de pleine concurrence de ceux qui n'y correspondaient pas, il était nécessaire que le Département du commerce examine les contrats d'achat eux-mêmes.

23. Bien qu'il ne s'agisse pas exclusivement de questions de pleine concurrence, le Département du commerce a relevé deux facteurs additionnels qui affectaient son analyse de la transmission - facteurs dont le Canada affirme qu'ils n'auraient dû avoir aucune incidence sur l'analyse du Département du commerce. Plus précisément, le Département du commerce a déterminé que, dans certaines opérations, les scieries acheteuses payaient directement les redevances d'exploitation du bois provenant de terres domaniales aux pouvoirs publics pour des grumes obtenues auprès d'exploitants indépendants. Étant donné que les pouvoirs publics accordent la subvention au moyen des programmes forestiers administrés, lorsque la scierie acheteuse verse directement le droit de coupe aux pouvoirs publics, elle reçoit directement l'avantage et il n'est pas question de "transmission".<sup>32</sup> En outre, l'analyse du Département du commerce ne tenait pas compte des échanges de fibres entre des détenteurs de concessions de terres domaniales, qui correspondaient souvent à de simples échanges, par exemple, de grumes destinées à la production de copeaux, pour satisfaire aux prescriptions en matière de dépendance et autres prescriptions en matière de récolte. Ces contrats d'échange sont un mécanisme permettant aux scieries concessionnaires de faire face à différentes restrictions des pouvoirs publics concernant la cession du bois récolté et ne constituent pas des ventes de grumes.<sup>33</sup>

24. Le dossier contenait de nombreux éléments de preuve montrant que certaines restrictions prescrites par les pouvoirs publics et d'autres facteurs contrôlaient, limitaient ou affectaient autrement les ventes de grumes (si bien que certaines d'entre elles finissaient par ne plus du tout être des ventes), ce qui étayait la décision du Département du commerce de procéder à un examen allant au-delà de la simple affiliation pour déterminer si des ventes étaient effectuées dans des conditions de pleine concurrence aux fins de son analyse de la transmission.

**C. Le Département du commerce a demandé à juste titre que le Canada fournisse des renseignements par entreprise pour déterminer si les opérations pour lesquelles une analyse de la transmission était demandée remplissaient les conditions requises pour une telle analyse**

25. Le Canada soutient que le Département du commerce a indûment fait abstraction des données "globales" qu'il a communiquées, données qui contenaient des renseignements sur les ventes des provinces et indiquaient généralement les vendeurs et les acheteurs ainsi que le volume et la valeur des ventes que le Canada considérait comme des opérations effectuées dans des conditions de pleine

---

<sup>30</sup> Détermination au titre de l'article 129, page 5. Pièce n° 5 du Canada. Les contrats d'achat de grumes qui ont été fournis au Département du commerce sont des documents exclusifs. Toutefois, le Département du commerce peut dire d'une manière générale que ces accords prévoyaient des conditions et des modalités de ventes très différentes. Comme en témoigne la réduction opérée par le Département du commerce dans les numérateurs correspondant à l'Alberta, à l'Ontario et à la Saskatchewan, il y avait des contrats d'achat de grumes qui satisfaisaient à l'analyse de la transmission du Département du commerce.

<sup>31</sup> Détermination au titre de l'article 129, page 5. Pièce n° 5 du Canada.

<sup>32</sup> Détermination au titre de l'article 129, page 5. Pièce n° 5 du Canada.

<sup>33</sup> Détermination au titre de l'article 129, pages 5 et 6. Pièce n° 5 du Canada.

concurrence en se fondant sur son critère *per se*.<sup>34</sup> Le Canada se plaint également du fait que le Département du commerce a refusé de s'appuyer sur certaines données-"échantillons". Comme il est indiqué plus haut, le Département du commerce a pourtant déterminé à juste titre que dans son analyse de la transmission, l'aspect relatif aux conditions de pleine concurrence requérait davantage qu'une simple détermination de la question de savoir si les parties étaient affiliées. En outre, le Département du commerce a déterminé à juste titre que d'autres facteurs affectaient l'analyse de la transmission. Aussi a-t-il demandé des renseignements particuliers sur chaque opération pour laquelle le Canada demandait une analyse de la transmission, ce qui nécessitait du Canada qu'il fournisse davantage que ses données globales et dans certains cas, davantage que les données-échantillons qu'il avait lui-même choisies.<sup>35</sup> Cela découle non seulement de la nature même de l'enquête, mais aussi des recommandations et décisions de l'ORD elles-mêmes.

26. Dans ses recommandations et décisions, l'ORD a prescrit au Département du commerce de déterminer si les opérations entre des exploitants indépendants et des scieries, ainsi qu'entre des exploitants/scieries titulaires d'une concession et des scieries, "transmettaient" l'avantage conféré par les subventions fournies aux exploitants indépendants ou aux exploitants/scieries titulaires d'une concession. Il s'agit d'une question particulière à chaque entreprise, c'est-à-dire une question particulière à chaque combinaison d'acheteur de grumes et de vendeur de grumes, et l'ORD l'a reconnue en tant que telle.

27. Plus précisément, l'Organe d'appel s'est par exemple référé au "producteur de la matière première" et au "producteur du produit transformé à partir de la matière première", constatant ce qui suit : "il ne serait pas possible de déterminer si les droits compensateurs perçus sur le produit transformé *dépassent* le montant de la subvention totale revenant à ce produit, sans établir si, et à hauteur de quel montant, les subventions accordées au producteur de la matière première ont été transmises, en aval, au producteur du produit transformé à partir de cette matière première".<sup>36</sup> Tout en notant que, conformément à l'article 19.3 de l'Accord SMC, les États-Unis avaient procédé à une enquête globale en matière de droits compensateurs, le Groupe spécial initial comme l'Organe d'appel ont constaté que cela ne dispensait pas le Département du commerce d'examiner si une *opération particulière* entre le fournisseur de la matière première et le producteur transmettait l'avantage conféré par la subvention. Ainsi, "avant d'être en droit d'imposer des droits compensateurs sur un produit transformé, aux fins de neutraliser une subvention pour une matière première, un Membre doit d'abord déterminer, conformément à l'article 1.1, qu'il existe une contribution financière, et que l'avantage conféré directement au *producteur de la matière première* a été transmis, au moins en partie, au *producteur du produit transformé*".<sup>37</sup>

---

<sup>34</sup> Première communication écrite du Canada, paragraphes 8 et 76.

<sup>35</sup> Le Département du commerce n'a pas fait abstraction des données-"échantillons" fournies par le Canada. Au contraire, tenant compte de certaines préoccupations exprimées par le Canada, le Département du commerce a permis à ce pays de fournir des sous-groupes de données pour répondre à ses questionnaires. Comme il a été précédemment indiqué, par exemple, en ce qui concerne la Colombie-Britannique, le Département du commerce a circonscrit sa demande concernant les contrats d'achat de grumes aux 74 scieries qui participaient à l'étude Norcon, qui avait été conçue à la demande du gouvernement de la Colombie-Britannique. Pièce n° 24 du Canada, pages 5 et 6. En ce qui concerne le problème du gouvernement de l'Alberta qui avait indiqué qu'il ne pouvait pas fournir des copies de tous les accords de concession concernant des permis commerciaux de coupe, le Département du commerce a circonscrit sa demande aux accords de concession associés à des contingents de coupe de conifères et à certains permis commerciaux de coupe qui avaient été identifiés par le Département du commerce. Pièce n° 24 du Canada, page 8, paragraphe 1. De même, le Département du commerce a modifié ses demandes de renseignements sur le rendement du bois présentées au gouvernement de l'Alberta en se limitant aux parties contenant le texte sur le paiement des redevances d'exploitation. Pièce n° 24 du Canada, page 9, paragraphe 7.

<sup>36</sup> Rapport de l'Organe d'appel, paragraphe 141. (italique dans l'original)

<sup>37</sup> Rapport de l'Organe d'appel, paragraphe 154. (pas d'italique dans l'original)

28. Enfin, l'Organe d'appel a clairement indiqué que, lorsque l'opération concernant la matière première n'était *pas* effectuée dans des conditions de pleine concurrence, l'autorité chargée de l'enquête n'avait pas besoin d'examiner si la subvention avait été transmise:

Lorsque des droits compensateurs sont utilisés pour neutraliser des subventions accordées aux producteurs de produits servant de matière première, tandis que les droits doivent être imposés sur les produits *transformés*, et lorsque les producteurs de la matière première et les transformateurs en aval exercent leurs activités dans des *conditions de pleine concurrence*, l'autorité chargée de l'enquête doit établir que l'avantage conféré par une contribution financière directement aux producteurs de la matière première est transmis, au moins en partie, aux producteurs du produit transformé visé par l'enquête.<sup>38</sup>

Le Département du commerce a mis en œuvre ces recommandations en demandant les données nécessaires pour établir si chaque exploitant indépendant ou chaque exploitant/scierie titulaire d'une concession vendait des grumes dans des conditions de pleine concurrence à chaque scierie. Ces renseignements par entreprise lui étaient nécessaires pour examiner si, dans une opération particulière, la subvention était transmise du producteur de la matière première au producteur de la marchandise visée. En effet, l'Organe d'appel a reconnu ce fait lorsqu'il a indiqué que l'autorité administrante devrait déterminer "si, et à hauteur de quel montant, les subventions accordées au *producteur de la matière première* ont été transmises, en aval, au *producteur du produit* transformé à partir de cette matière première".<sup>39</sup>

29. Le Canada fait erreur lorsqu'il dit que le Département du commerce n'a "fait aucun cas de l'avis du Groupe spécial initial selon lequel les données par entreprise ne sont pas nécessairement requises pour procéder à une analyse de la transmission".<sup>40</sup> Le Groupe spécial initial n'a rien dit de la sorte. En réponse aux arguments des États-Unis selon lesquels il y avait un décalage entre une enquête menée sur une base globale et la nature particulière à chaque entreprise de la question de la transmission, le Groupe spécial a simplement constaté que la transmission pouvait effectivement être examinée au cours d'une enquête globale.<sup>41</sup> Le Groupe spécial n'a pas indiqué que des renseignements particuliers à chaque entreprise ne devaient pas être utilisés pour examiner la question de savoir s'il y avait eu transmission des subventions.

30. Lorsque les parties ont fourni les renseignements requis, le Département du commerce a été en mesure de procéder à son analyse de la transmission.<sup>42</sup> Par exemple, bien que le gouvernement de l'Ontario n'ait pas indiqué toutes les opérations dans lesquelles le droit de coupe avait été acquitté par les scieries acheteuses et non par les concessionnaires des droits de récolte, huit exploitants et scieries de l'Ontario ont fourni ces renseignements propres aux entreprises en répondant aux questionnaires du Département du commerce.<sup>43</sup> En utilisant les données fournies par ces sociétés, le Département du commerce a été en mesure de procéder à son analyse de la transmission pour les ventes dont il avait

---

<sup>38</sup> Rapport de l'Organe d'appel, paragraphe 146. (italique dans l'original)

<sup>39</sup> Rapport de l'Organe d'appel, paragraphe 141. (pas d'italique dans l'original)

<sup>40</sup> Première communication écrite du Canada, paragraphe 58 (citant le rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.98).

<sup>41</sup> Rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.98.

<sup>42</sup> Par exemple, à la demande du Département du commerce, l'Ontario a indiqué le volume des ventes aux entreprises acheteuses qui faisaient l'objet de contrats d'approvisionnement en bois. Pièce n° 23 du Canada, question n° 2; réponse de l'Ontario concernant la transmission du 15 septembre, page ON-PASS-4, question n° 2 se référant aux pages ON-PASS-6, ON-PASS-7. Pièce n° 3 des États-Unis. Comme le Département du commerce avait déterminé le volume des ventes qui n'étaient pas effectuées dans des conditions de pleine concurrence, l'analyse concernant ces ventes n'a pas été poussée plus loin.

<sup>43</sup> 6 décembre 2004, Calculs aux fins de l'analyse de la "transmission" pour la province de l'Ontario, pages 2 à 4. Pièce n° 6 des États-Unis.

été constaté, en fonction des facteurs indiqués dans la partie précédente, qu'elles étaient effectuées dans des conditions de pleine concurrence.<sup>44</sup> De même, pour ce qui est de l'Alberta, huit entreprises ont fourni au Département du commerce des données propres aux entreprises, y compris des spécimens des contrats d'achat, des renseignements indiquant les opérations pour lesquelles l'entreprise versait directement le droit de coupe aux pouvoirs publics et des renseignements concernant les achats de bois provenant de propriétés privées.<sup>45</sup> Comme il l'avait fait pour l'Ontario, le Département du commerce a pu procéder à son analyse de la transmission pour les ventes dont il était constaté qu'elles étaient effectuées dans des conditions de pleine concurrence en utilisant les données par entreprise fournies par les sociétés de l'Alberta. Le Département du commerce a également pu procéder à son analyse en utilisant certaines données par entreprise qu'il a reçues en réponse aux appendices relatifs à la transmission envoyés à la Saskatchewan.<sup>46</sup>

31. Dans de nombreux cas cependant, le Canada n'a pas fourni les renseignements requis bien qu'il lui ait été demandé à plusieurs reprises de le faire. Par exemple, alors que le Département du commerce avait circonscrit sa demande au sujet des accords de concession contenant des exigences en matière de transformation locale ou d'autres exigences prescrites aux sociétés qui participaient à l'étude Norcon, la Colombie-Britannique n'a pas fourni les copies demandées par le Département du commerce.<sup>47</sup> La Colombie-Britannique a toutefois fourni des *spécimens* de ces accords de concession, mais les exigences en matière de transformation locale figurant dans les spécimens communiqués par la Colombie-Britannique variaient considérablement.<sup>48</sup> Bien que la Colombie-Britannique ait fait valoir que les exigences en matière de transformation locale figurant dans les accords de concession étaient caduques, normalisées ou autrement inapplicables pendant la période couverte par l'enquête, elle n'a versé aucun élément de preuve au dossier montrant que ces prescriptions n'étaient pas en vigueur pendant la période en question.<sup>49</sup> En conséquence, le Département du commerce n'a pas pu s'appuyer sur les spécimens d'accords fournis par la Colombie-Britannique pour étayer son allégation de transmission. En outre, la Colombie-Britannique n'a pas indiqué quelles étaient les ventes visées par l'allégation de transmission dans lesquelles les scieries versaient les redevances d'exploitation du bois provenant de terres domaniales directement aux pouvoirs publics et non à l'exploitant indépendant auprès duquel elles se fournissaient en grumes.<sup>50</sup> Enfin, bien que la Colombie-Britannique ait communiqué certains accords d'achat de grumes, elle n'a pas fourni les accords de concession correspondants.<sup>51</sup> Des lacunes semblables ont été observées dans le cas du Manitoba<sup>52</sup>, et dans une moindre mesure dans le cas de l'Alberta, de

---

<sup>44</sup> Détermination au titre de l'article 129, Comment 8. Pièce n° 5 du Canada.

<sup>45</sup> 6 décembre 2004, Calculs aux fins de l'analyse de la "transmission" pour la province de l'Alberta, pages 2 à 5. Pièce n° 7 des États-Unis.

<sup>46</sup> 6 décembre 2004, Calculs aux fins de l'analyse de la "transmission" pour la province de la Saskatchewan, page 2. Pièce n° 8 des États-Unis.

<sup>47</sup> Pièce n° 24 du Canada, page 3.

<sup>48</sup> Pièce n° 6 du Canada, page 10.

<sup>49</sup> Voir la pièce n° 24 du Canada, page 5, question n° 5; réponse du gouvernement de la Colombie-Britannique au questionnaire complémentaire du 5 octobre 2004 du Département du commerce concernant la transmission des avantages allégués (25 octobre 2004), pages BC-PT-3, -4 et -15. ("Réponse de la Colombie-Britannique concernant la transmission du 25 octobre".) Pièce n° 9 des États-Unis.

<sup>50</sup> Réponse de la Colombie-Britannique au questionnaire du 15 septembre, page 10 (pièce n° 4 des États-Unis); réponse de la Colombie-Britannique concernant la transmission du 25 octobre, pages BC-PT-17-19 (pièce n° 9 des États-Unis). Voir aussi le projet de détermination au titre de l'article 129, pages 10 et 11 (le Département du commerce y récapitule les données que la Colombie-Britannique n'a pas fournies). Pièce n° 6 du Canada.

<sup>51</sup> Projet de détermination au titre de l'article 129, page 11. Pièce n° 6 du Canada.

<sup>52</sup> Le Manitoba n'a pas étayé son allégation selon laquelle 8,70 pour cent de la récolte de grumes sur les terres domaniales n'aboutissaient pas à une transmission des subventions, parce qu'en raison des lacunes que présentaient ses données, le Département du commerce a été dans l'impossibilité de procéder à l'analyse de la transmission. Projet de détermination au titre de l'article 129, pages 11 et 12. Pièce n° 6 du Canada. Une société a bien répondu à l'appendice relatif à la transmission du Département du commerce, mais les données sur

l'Ontario et de la Saskatchewan.<sup>53</sup> Lorsque le Canada n'a pas fourni les renseignements demandés, il a empêché le Département du commerce de mener à bien son analyse de la transmission.<sup>54</sup>

32. La vérité c'est que, bien que le Canada ait fait valoir à la fois devant le Groupe spécial initial et devant l'Organe d'appel que le Département du commerce était tenu de procéder à cette analyse de la transmission, il n'était apparemment pas prêt à étayer nombre de ses allégations de non-transmission par les éléments de preuve nécessaires. Au lieu de cela, le Canada cherche à limiter la capacité du Département du commerce de procéder à un examen complet de la question de la transmission. Le Département du commerce – d'une manière raisonnable et conformément aux recommandations et décisions de l'ORD – a constaté que l'avantage conféré par la subvention était transmis lorsque les éléments de preuve montraient que l'opération concernant la matière première n'était pas effectuée dans des conditions de pleine concurrence ou lorsque l'opération ne pouvait pas pour une autre raison être prise en compte dans une analyse de la transmission parce qu'il ne s'agissait pas d'une vente ou parce que la scierie acheteuse versait le droit de coupe aux pouvoirs publics. Lorsque le Département du commerce a constaté que l'opération concernant la matière première était une vente effectuée dans des conditions de pleine concurrence, il a achevé l'analyse de la transmission requise par les recommandations et décisions.

33. Comme il a été montré dans la détermination au titre de l'article 129, lorsque le Canada a dûment étayé ses allégations, le Département du commerce a été en mesure d'effectuer, et a effectué, son analyse. Le Département du commerce n'a pas indûment "présumé" qu'il y avait transmission - au contraire, comme il est expliqué plus haut, il a procédé à une analyse de la transmission conformément à l'Accord SMC, au GATT de 1994, ainsi qu'aux recommandations et décisions de l'ORD.

---

les ventes qu'elle a fournies concernaient les ventes effectuées après la période couverte par l'enquête de sorte que le Département du commerce a estimé qu'il n'était pas approprié de les inclure dans son analyse. Projet de détermination au titre de l'article 129, page 12. Pièce n° 6 du Canada. Le Canada fait maintenant valoir - sans présenter d'éléments de preuve à l'appui de son affirmation - que ces ventes n'ont pas été effectuées en dehors de la période couverte par l'enquête. Première communication écrite du Canada, paragraphe 85, note de bas de page 96.

<sup>53</sup> Comme il a été montré dans la détermination au titre de l'article 129, bien que certains problèmes de données concernant l'Alberta, la Saskatchewan et l'Ontario, aient empêché le Département du commerce de procéder à son analyse de la transmission sur la totalité des volumes pour lesquels ces provinces alléguaient qu'il n'y avait pas transmission, le Département du commerce a été en mesure d'utiliser des données qui lui avaient été fournies et a établi qu'un certain avantage n'avait pas été transmis.

<sup>54</sup> Contrairement à ce que dit le Canada, le Département du commerce a de fait été dans l'impossibilité de procéder à son analyse de la transmission au sujet des ventes de grumes répertoriées dans l'étude Norcon - étude dont le Canada soutient qu'elle démontre que 11,6 pour cent des grumes provenant de terres domaniales débitées dans les scieries de Colombie-Britannique ont été achetés à des exploitants indépendants qui avaient une concession. Première communication écrite du Canada, paragraphe 79. Bien que le Canada affirme qu'il a communiqué des données particulières à chaque opération, il a persisté à ne pas fournir les renseignements nécessaires concernant les restrictions prescrites par les pouvoirs publics et d'autres conditions que le Département du commerce lui demandait pour mener à bien son analyse. L'étude Norcon et les données auxquelles le Canada se réfère à l'annexe I de sa première communication écrite occultent le fait que les données pouvaient fournir des renseignements allant un peu plus loin que l'*affiliation* entre les parties aux opérations sur les grumes. De fait, comme il a été expliqué dans l'étude Norcon elle-même, "aux fins de cette étude, les achats de grumes effectués dans des conditions de pleine concurrence ont été définis comme correspondant aux grumes achetées par un fabricant de bois d'œuvre à une personne à laquelle il n'est pas affilié selon la définition des "personnes affiliées" figurant dans" la législation des États-Unis. Pièce n° 31 du Canada, page 2. Or, comme les États-Unis l'ont démontré plus haut, l'affiliation n'est qu'un aspect de l'analyse de la transmission. Les 6,2 pour cent restants dont le Canada fait mention représentent apparemment des opérations entre des scieries titulaires de concessions. Première communication écrite du Canada, paragraphe 79. Comme il est indiqué plus haut, ces transactions n'étaient pas visées par les recommandations et décisions de l'ORD.

**D. Le Département du commerce a utilisé des points de repère appropriés aux fins de son analyse de la transmission**

34. Le Canada critique les points de repère utilisés par le Département du commerce mais n'allègue pas l'existence d'une incompatibilité quelle qu'elle soit avec une des dispositions de l'Accord SMC, du GATT de 1994, ni avec les recommandations et décisions de l'ORD. Aussi, le Groupe spécial devrait rejeter l'argument du Canada sur cette seule base.

35. De toute façon, le Département du commerce a choisi des points de repère appropriés. Lorsque le Département du commerce – en examinant les éléments de preuve versés au dossier – a déterminé que l'opération concernant la matière première était effectuée dans des conditions de pleine concurrence, il a entrepris d'établir s'il existait un avantage concurrentiel: c'est-à-dire si l'avantage était "transmis". Comme il a été précédemment expliqué, une subvention accordée au producteur d'une matière première confère un avantage concurrentiel à un acheteur de cette matière première, en aval, lorsque le prix payé pour la matière première subventionnée est inférieur à un prix servant de point de repère déterminé par le marché pour le même produit. Pour choisir un point de repère déterminé par le marché, le Département du commerce a utilisé, lorsque cela était possible, les prix réels par société que l'usine acheteuse payait pour des grumes récoltées sur des propriétés privées et pour des grumes importées.<sup>55</sup> Lorsque ces données n'étaient pas disponibles, le Département du commerce s'est appuyé sur les prix rendus publics des grumes récoltées sur les propriétés privées et des grumes importées dans la province.<sup>56</sup>

36. Il est ressorti de l'analyse relative à l'avantage concurrentiel effectuée par le Département du commerce que nombre des ventes de grumes effectuées dans des conditions de pleine concurrence pendant la période couverte par l'enquête en Alberta, en Ontario et en Saskatchewan avaient été réalisées à des prix inférieurs aux prix servant de point de repère, et conféraient donc un avantage concurrentiel aux scieries acheteuses. Par conséquent, suite aux calculs de l'avantage concurrentiel réalisés par le Département du commerce, seule une partie du volume de la récolte effectuée sur les terres domaniales initialement incluse dans le numérateur est exclue du numérateur dans les calculs révisés de la subvention.

37. Le Canada affirme maintenant que le Département du commerce a utilisé des points de repère qui ne permettaient pas "une comparaison par rapport au marché"<sup>57</sup>, parce qu'ils n'étaient représentatifs ni des essences récoltées ni des prix pratiqués dans chacune des provinces pour les grumes servant à la production de bois d'œuvre. Le Canada a tort. Les prix servant de points de repère utilisés par le Département du commerce étaient les prix déterminés par le marché observables pour les grumes qui étaient vendues au Canada. Ces prix correspondaient aux mêmes essences de grumes vendues dans chacune des provinces pour lesquelles une analyse relative à l'avantage concurrentiel était effectuée et ils étaient, d'autre part, représentatifs des prix du marché.

38. En ce qui concerne l'Alberta, le Département du commerce a utilisé les prix par entreprise que les usines payaient pour les grumes récoltées sur les propriétés privées de la province et pour les grumes qui étaient importées dans la province. Lorsque ces prix par entreprise n'étaient pas disponibles, le Département du commerce a utilisé le prix moyen pondéré figurant dans l'étude annuelle pour 2000 de l'estimation du dommage causé aux forêts (TDA), effectuée par KPMG.<sup>58</sup> Pour

---

<sup>55</sup> Voir, par exemple, la pièce n° 23 du Canada, pages 3, 6, 8, 10, 12 et l'appendice relatif à la transmission; pièce n° 24 du Canada, pages 3, 6, 8, 11, 13 et l'appendice complémentaire relatif à la transmission.

<sup>56</sup> Détermination finale au titre de l'article 129, page 6. Pièce n° 5 du Canada.

<sup>57</sup> Première communication écrite du Canada, paragraphe 67.

<sup>58</sup> Voir, par exemple, 6 décembre 2004, Calculs aux fins de l'analyse de la "transmission" pour la province de l'Alberta, page 2. Pièce n° 7 des États-Unis.

l'Ontario, le Département du commerce a utilisé un prix moyen pondéré des opérations concernant le bois récolté sur des propriétés privées, telles qu'elles étaient indiquées dans le tableau relatif aux "coûts du bois livré" figurant dans le rapport de KPMG, daté du 22 juin 2001, concernant les coûts et les provenances du bois d'œuvre résineux en Ontario du 1<sup>er</sup> avril 2000 au 31 mars 2001.<sup>59</sup> En ce qui concerne la Saskatchewan qui n'a fourni aucun prix de grumes, ni par entreprise, ni publié au niveau provincial, le Département du commerce a utilisé un prix moyen pondéré calculé à partir des prix locaux et des prix d'importation pratiqués pour l'épinette-pin-sapin (EPS), qui avaient été indiqués par l'Alberta, le Manitoba, l'Ontario et le Québec.<sup>60</sup>

39. En résumé, le Département du commerce a utilisé, en tant que points de repère, les prix déterminés par le marché qui pouvaient être observés pour les grumes qui étaient vendues au Canada et provenaient de sources non subventionnées, pour déterminer si et dans quelle mesure une subvention était transmise dans les ventes de grumes réalisées dans des conditions de pleine concurrence entre des parties non apparentées. Pour les raisons indiquées ci-dessus, les prix servant de points de repère que le Département du commerce a utilisés pour procéder à l'analyse relative à l'avantage concurrentiel reflétaient correctement les conditions du marché qui existaient au Canada pendant la période couverte par l'enquête.

#### **E. Le Département du commerce n'a pas "présumé" qu'il y avait transmission**

40. Comme il a été démontré plus haut, le Département du commerce a mené une enquête minutieuse au sujet des allégations du Canada selon lesquelles aucune subvention n'était transmise par la voie de certaines opérations. Comme suite à son analyse, le Département du commerce a supprimé du numérateur, dans son calcul de la subvention *ad valorem*, tous avantages conférés par des subventions au sujet desquels il a déterminé qu'ils n'étaient pas transmis par les ventes de grumes effectuées dans des conditions de pleine concurrence entre des exploitants indépendants et des scieries et entre des exploitants forestiers/scieries titulaires de concessions et des scieries non apparentés. Le Département du commerce s'est donc assuré que sa détermination au titre de l'article 129 ne prévoyait l'application d'un droit compensateur que dans le cas d'un avantage conféré par des subventions pouvant donner lieu à une mesure compensatoire dont l'existence était démontrée. Les efforts déployés par le Canada pour que l'analyse du Département du commerce soit considérée comme une "présomption" de transmission ne sont pas étayés par le dossier.

41. En effet, comme il a été précédemment indiqué, c'est le Canada qui fait une "présomption". D'après le Canada, lorsqu'il s'agit de transmission, les parties défenderesses peuvent contrôler l'analyse. Si le pays visé par l'enquête choisit de fournir des éléments de preuves valables pour étayer son allégation de transmission, les autorités peuvent procéder à leur analyse et, en fonction de la détermination, réduire le taux *ad valorem*. Toutefois, si le pays choisit de ne pas fournir les renseignements nécessaires, selon le Canada, les autorités sont dans l'impossibilité de procéder à leur analyse et doivent présumer qu'il n'y a pas transmission – c'est-à-dire présumer qu'aucune subvention n'est accordée à la marchandise visée. Par conséquent, d'après le Canada, dès qu'un pays faisant l'objet d'une enquête soulève une question de transmission, il pourrait simplement refuser de fournir tout élément de preuve à l'appui de son allégation, parce qu'il serait interdit aux autorités d'inclure tout volume visé par l'allégation dans leurs calculs.

42. Du point de vue du Canada, cet argument est assez simple – le Département du commerce devrait simplement accepter les affirmations non étayées du Canada. Par exemple, comme la

---

<sup>59</sup> 6 décembre 2004, Calculs aux fins de l'analyse de la "transmission" pour la province de l'Ontario, pages 1 à 4. Pièce n° 6 des États-Unis.

<sup>60</sup> 6 décembre 2004, Calculs aux fins de l'analyse de la "transmission" pour la province de la Saskatchewan, page 2. Pièce n° 8 des États-Unis.

Colombie-Britannique a indiqué au Département du commerce que 11,6 pour cent<sup>61</sup> des ventes de grumes étaient réalisées entre des parties non apparentées, selon le Canada, le Département du commerce doit automatiquement constater que l'avantage pour le volume correspondant de ventes de grumes n'a pas été transmis et doit être soustrait du numérateur. Toutefois, rien dans les recommandations et décisions de l'ORD, dans l'Accord SMC, ni dans le GATT de 1994 ne prescrit que l'autorité chargée de l'enquête doit simplement accepter les affirmations du pays faisant l'objet de l'enquête. Au contraire, l'ORD a recommandé que le Département du commerce *procède* à une analyse de la transmission. Le Département du commerce s'est exécuté et a fondé sa détermination sur ce que les éléments de preuve versés au dossier *démontraient* être les faits et non sur ce que le Canada *présumait* que les résultats devraient être pour les ventes entre toutes les parties non apparentées.

#### **F. Le Département du commerce a dûment enquêté au sujet des catégories de ventes identifiées par l'ORD**

43. Suivant les recommandations et décisions de l'ORD, le Département du commerce devait enquêter sur les opérations entre des exploitants indépendants et des scieries<sup>62</sup>, ainsi qu'entre des exploitants/scieries titulaires d'une concession et des scieries non apparentées.<sup>63</sup> Bien que le Canada allègue que le Département du commerce a "inexplicablement exclu les renseignements sur les opérations dans lesquelles l'acquéreur était une scierie détentrice d'une concession"<sup>64</sup>, il n'y a rien d'inexplicable à cela, car ces opérations n'étaient pas visées par les recommandations et décisions de l'ORD. À cet égard, il y avait une définition spécifique de l'expression "exploitant forestier/scierie titulaire d'une concession" ainsi que du terme "scierie". L'expression "exploitant forestier/scierie titulaire d'une concession" était définie comme suit: "une entreprise détenant un contrat d'exploitation forestière qui abat des arbres et produit des grumes et transforme aussi les grumes en bois d'œuvre résineux".<sup>65</sup> Le terme "scierie" était ainsi défini: "une entreprise qui transforme des grumes en bois d'œuvre résineux et *ne détient pas de contrat d'exploitation forestière*".<sup>66</sup>

44. Compte tenu de ces définitions précises, qui se rapportent directement aux recommandations et décisions de l'ORD concernant la transmission, le Département du commerce a correctement limité cet aspect de son analyse de la transmission aux ventes de grumes effectuées dans des conditions de pleine concurrence par une entreprise détenant un contrat d'exploitation forestière, qui abat des arbres et produit des grumes et transforme aussi les grumes en bois d'œuvre résineux, à une entreprise qui transforme des grumes en bois d'œuvre résineux et ne détient pas de contrat d'exploitation forestière, c'est-à-dire par des exploitants forestiers/scieries titulaires d'une concession à des scieries ne détenant pas de concession, non apparentées. Comme il est reconnu dans les recommandations et décisions de l'ORD, les scieries titulaires d'une concession sont les bénéficiaires directs des subventions. Il est donc tout à fait approprié d'inclure le volume des grumes transformées par ces scieries dans le calcul de la subvention totale.

#### **G. Le Département du commerce a correctement calculé le taux révisé**

45. Contrairement aux arguments du Canada selon lesquels le Département du commerce a d'une certaine façon appliqué ses résultats à un taux de droit compensateur "invalidé"<sup>67</sup>, le Département du

<sup>61</sup> Première communication écrite du Canada, paragraphe 79.

<sup>62</sup> Les États-Unis n'ont pas fait appel des constatations du Groupe spécial concernant les ventes de grumes effectuées dans des conditions de pleine concurrence entre des exploitants forestiers titulaires d'une concession ne possédant pas de scierie et des scieries. Rapport de l'Organe d'appel, note de bas de page 157.

<sup>63</sup> Rapport de l'Organe d'appel, paragraphe 167 e); voir la pièce n° 3 du Canada, questions n° 1 et 2.

<sup>64</sup> Première communication écrite du Canada, paragraphe 55.

<sup>65</sup> Rapport de l'Organe d'appel, note de bas de page 150.

<sup>66</sup> Rapport de l'Organe d'appel, note de bas de page 151. (pas d'italique dans l'original)

<sup>67</sup> Première communication écrite du Canada, paragraphe 10.

commerce a correctement calculé le taux révisé en supprimant du numérateur, dans le calcul du taux de *subventionnement ad valorem*, le volume des ventes de grumes pour lequel il avait été déterminé qu'il n'y avait pas transmission.<sup>68</sup> Le numérateur du taux de subventionnement *ad valorem* a été réduit de 28 344 121 dollars canadiens. La révision a eu pour effet de ramener le seul taux qui avait été indiqué au Groupe initial et à l'Organe d'appel, c'est-à-dire le taux *ad valorem* de 18,79 pour cent calculé au cours de la détermination finale, à 18,62 pour cent *ad valorem*.<sup>69</sup> Il n'y a, hormis cette analyse limitée de la transmission, aucune autre recommandation ou décision de l'ORD qui aurait nécessité une nouvelle modification du calcul du taux *ad valorem*.

### III. Les résultats du premier réexamen ne sont pas du ressort du présent Groupe spécial

46. Les États-Unis réitèrent leur demande, formulée dans leur communication du 10 mars 2005, visant à ce que le Groupe spécial décide à titre préliminaire que les résultats finals du premier réexamen ne sont pas des "mesures prises pour se conformer" et ne sont donc pas du ressort du Groupe spécial dans la présente procédure. En particulier, les États-Unis ont noté dans leur demande de décision préliminaire que les enquêtes initiales et les réexamens sont des procédures différentes faisant l'objet de dossiers administratifs différents, qui ont des buts distincts.<sup>70</sup> En l'espèce, le réexamen a été entrepris sur l'ordre du Canada, entre autres choses, huit mois avant l'adoption des recommandations et décisions dans le présent différend.

47. La situation est ici différente de celle qui se présentait dans l'affaire *Australie – Cuir pour automobiles*, dans laquelle une subvention incompatible avec les règles de l'OMC avait été retirée pour être "de nouveau octroyée" sous une autre forme le même jour, et qu'il s'agissait "d'éléments indissociables d'une transaction unique".<sup>71</sup> Le réexamen, en revanche, est une procédure totalement distincte, fondée sur un dossier différent, visant à réexaminer des droits compensateurs – procédure qui, de plus, peut être demandée par le Canada à intervalles réguliers et ce pendant longtemps. Enfin, on ne peut sérieusement affirmer que, lorsque l'ORD a formulé des recommandations et décisions au sujet de l'imposition de droits supplémentaires sur un produit, toutes les procédures ultérieures concernant ces droits sont des "mesures prises pour se conformer". Un Groupe spécial précédent a déjà constaté qu'il n'en était pas ainsi dans l'affaire *CE – Linge de lit (Groupe spécial)*.<sup>72</sup> En résumé, les États-Unis réaffirment que les résultats du premier réexamen ne sont pas des "mesures prises pour

---

<sup>68</sup> Voir 6 décembre 2004, Calculs du taux applicable dans tous les pays, déduction faite des avantages conférés par la subvention qui n'ont pas été transmis – Révisés pour tenir compte des observations communiquées par les parties à la procédure, pages 2 à 8. Pièce n° 10 des États-Unis.

<sup>69</sup> Voir *Notice of Implementation Under Section 129 of the Uruguay Round Agreements Act; Countervailing Measures Concerning Certain Softwood Lumber Products From Canada*, 69 FR, page 75305 (16 décembre 2004). Pièce n° 7 du Canada.

<sup>70</sup> Voir le rapport de l'Organe d'appel *Communautés européennes – Droits antidumping sur les importations de linge de lit en coton en provenance d'Inde – Recours de l'Inde à l'article 21:5 du Mémoire d'accord sur le règlement des différends*, WT/DS141/AB/RW, adopté le 24 avril 2003, paragraphe 123. ("l'imposition et le recouvrement de droits antidumping au titre de l'article 9 constituent une étape séparée et distincte d'une action antidumping, qui intervient nécessairement après que la détermination de l'existence d'un dumping, d'un dommage et d'un lien de causalité a été établie conformément aux articles 2 et 3.") Notes de bas de page omises. Bien que l'article 9 de l'Accord antidumping n'ait pas d'équivalent spécifique dans l'Accord SMC, ce dernier reconnaît que les Membres peuvent procéder à une évaluation pour déterminer le montant final du droit compensateur devant être fixé. Voir la note de bas de page 52 de l'Accord SMC.

<sup>71</sup> Rapport du Groupe spécial *Australie – Subventions accordées aux producteurs et exportateurs de cuir pour automobiles – Recours des États-Unis à l'article 21:5 du Mémoire d'accord sur le règlement des différends*, WT/DS126/RW et Corr.1, adoptés le 11 février 2000, paragraphe 6.50.

<sup>72</sup> Voir le rapport du Groupe spécial *Communautés européennes – Droits antidumping sur les importations de linge de lit en coton en provenance d'Inde – Recours de l'Inde à l'article 21:5 du Mémoire d'accord sur le règlement des différends*, WT/DS141/RW, adopté le 24 avril 2003, tel qu'il a été modifié par le rapport de l'Organe d'appel, WT/DS141/AB/RW, paragraphe 6.15.

se conformer" aux recommandations et décisions, et ne rendent pas non plus "non existantes" les mesures effectivement prises pour se conformer.

#### **IV. Le Groupe spécial ne devrait pas formuler les recommandations particulières demandées par le Canada**

48. Dans sa première communication, le Canada a demandé au Groupe spécial de formuler certaines constatations et recommandations dans le cas où il serait d'accord avec le Canada. Plus précisément, il demande que l'ORD constate que l'imposition de droits par les États-Unis est incompatible avec l'Accord SMC et avec le GATT de 1994, et recommande soit que les États-Unis remboursent les droits perçus pour neutraliser les montants dont il a été déterminé qu'ils avaient été transmis, soit qu'ils revoient leur mesure pour se conformer aux Accords pertinents et remboursent les droits dans la mesure où ceux-ci dépassent le montant de la subvention dont il a été déterminé qu'elle avait été transmise.<sup>73</sup>

49. Le Groupe spécial devrait s'abstenir de faire de telles recommandations. Le texte de l'article 19:1 du Mémoire d'accord sur le règlement des différends est on ne peut plus clair au sujet de la recommandation qu'un groupe spécial doit faire en pareil cas: "Dans les cas où un groupe spécial ou l'Organe d'appel conclura qu'une mesure est incompatible avec un accord visé, il *recommandera* que le Membre concerné la rende conforme audit accord." (pas d'italique dans l'original). En résumé, les recommandations que le Canada demande en l'espèce ne sont pas autorisées par le Mémoire d'accord.

#### **V. Conclusion**

50. Pour les raisons énoncées ci-dessus, les allégations formulées par le Canada concernant la mesure prise pour se conformer aux recommandations et décisions de l'ORD n'ont aucun fondement dans l'Accord SMC, dans le GATT de 1994 ou dans les recommandations et décisions de l'ORD. En conséquence, les États-Unis demandent que le Groupe spécial constate que les États-Unis ont dûment mis en œuvre les recommandations et décisions de l'ORD et que le Groupe spécial rejette les allégations du Canada dans leur intégralité.

---

<sup>73</sup> Première communication écrite du Canada, paragraphe 72.

**Liste des pièces**

Numéro	Titre
Pièce n° 3 des États-Unis	Response of the Government of Ontario to the Department's 17 August 2004 Supplemental Pass-Through Questionnaire (15 September 2004) (relevant pages).
Pièce n° 4 des États-Unis	Response of the Government of British Columbia to the Department's 17 August 2004 Supplemental Questionnaire Concerning Pass Through of the Alleged Benefits (September 15, 2004) (relevant pages).
Pièce n° 5 des États-Unis	BLACK'S LAW DICTIONARY, Seventh Edition (West Group 1999) at 103 (definition "arm' s length").
Pièce n° 6 des États-Unis	6 December 2004, "Pass-Through" Analysis Calculations for the Province of Ontario
Pièce n° 7 des États-Unis	6 December 2004, "Pass-Through" Analysis Calculations for the Province of Alberta
Pièce n° 8 des États-Unis	6 December 2004, "Pass-Through" Analysis Calculations for the Province of Saskatchewan
Pièce n° 9 des États-Unis	Response of the Government of British Columbia to the Department's 5 October 2004 Supplemental Questionnaire Concerning Pass Through of Alleged Benefits (October 25, 2004)(relevant pages).
Pièce n° 10 des États-Unis	6 December 2004, Country-wide Rate Calculations Net of Subsidy Benefits That Did Not Pass-Through - Revised as a Result of Comments Submitted by Parties to the Proceeding

## ANNEXE B-3

### DÉCLARATION ORALE DES ÉTATS-UNIS

21 avril 2005

#### Introduction

1. Bonjour, Monsieur le Président et Madame et Monsieur les membres du Groupe spécial. Nous vous remercions pour avoir accepté de siéger en tant que membres du Groupe spécial dans la présente procédure et pour nous avoir donné la possibilité de nous adresser à vous aujourd'hui.

2. Nous reconnaissons que notre déclaration est longue, ce qui découle du fait que c'est la première fois que nous avons l'occasion de répondre à la deuxième communication du Canada. Nous sommes déçus que le Canada se soit opposé à notre demande tendant à ce que des deuxième communications successives soient présentées dans la présente procédure, ce qui aurait contribué à éviter cette situation. Nous vous remercions à l'avance pour le temps que vous nous consacrerez et l'attention que vous porterez à notre déclaration.

3. Nous commencerons ce matin par examiner la réponse du Canada à notre demande de décision préliminaire. Nous expliquerons ensuite en quoi les États-Unis ont correctement mis en œuvre les recommandations et décisions de l'ORD en procédant à l'analyse appropriée de la transmission.

#### Demande de décision préliminaire

4. Comme vous le savez, les États-Unis ont demandé une décision préliminaire selon laquelle les résultats du réexamen ne sont pas des "mesures prises pour se conformer" au titre de l'article 21:5 du Mémoire d'accord sur le règlement des différends et ne sont donc pas du ressort du présent Groupe spécial. Comme l'indique notre demande, le réexamen était une procédure distincte à la fois de la détermination initiale établie à l'issue de l'enquête en matière de droits compensateurs, qui a été contestée par le Canada, et de la détermination au titre de l'article 129, qui est en cause en l'occurrence, il a été engagé avant l'adoption par l'ORD des recommandations et décisions afférentes au présent différend et il n'a rien à voir avec la mise en conformité avec les recommandations et décisions de l'ORD.

5. Pour tenter de justifier le fait qu'il a englobé les résultats du réexamen distinct dans sa demande d'établissement d'un groupe spécial au titre de l'article 21:5, le Canada en est venu à se fonder sur la portée "large" supposée de l'article 21:5 ainsi que sur le "large pouvoir discrétionnaire" dont dispose le Groupe spécial pour examiner les mesures au titre de l'article 21:5.<sup>1</sup> Le Canada fait également valoir que le fait de ne pas inclure les résultats du réexamen dans la présente procédure de mise en conformité serait contraire au "but" global de la procédure au titre de l'article 21:5.<sup>2</sup>

6. Cela étant, la question est plus simple que le Canada voudrait nous le faire croire. Soit une mesure est prise pour se conformer – et entre dans le cadre de l'article 21:5 – soit elle n'est pas prise pour se conformer et n'est pas du ressort du présent Groupe spécial. Comme l'Organe d'appel l'a dit dans l'affaire *Canada – Aéronefs*, et aucun des rapports cités par le Canada ne dit le contraire, la procédure au titre de l'article 21:5 "n'intéresse pas simplement *l'une ou l'autre* mesure d'un Membre de

---

<sup>1</sup> Par exemple, deuxième communication écrite du Canada, paragraphes 7 et 8.

<sup>2</sup> Deuxième communication écrite du Canada, paragraphes 6 et 26 à 30.

l'OMC; ces procédures ne concernent plutôt que les "mesures prises pour se conformer aux recommandations et décisions" de l'ORD".<sup>3</sup>

7. Examinons les faits. La demande de consultations initiale présentée par le Canada visait la *détermination finale établie à l'issue de l'enquête en matière de droits compensateurs* publiée le 2 avril 2002, et sa demande d'établissement d'un groupe spécial alléguait des erreurs dans cette détermination finale.<sup>4</sup> Les constatations du Groupe spécial initial concernant la transmission avaient trait uniquement à cette détermination finale. L'Organe d'appel a indiqué que "[d]evant le Groupe spécial, le Canada [avait] contesté un certain nombre d'aspects de la détermination finale faite par le Département du commerce ... qui [avait] entraîné l'imposition des droits"<sup>5</sup>, et les constatations et conclusions de l'Organe d'appel – y compris celles ayant trait à la nécessité d'une analyse de la "transmission" – se rapportaient donc uniquement à cette détermination finale établie à l'issue de l'enquête.

8. En conséquence, pour mettre en œuvre les recommandations et décisions de l'ORD, le Département du commerce a établi une nouvelle détermination – la détermination au titre de l'article 129 – qui révisait la détermination finale établie à l'issue de l'enquête initiale en procédant à l'analyse de la transmission recommandée. En corrigeant l'unique "incompatibilité" identifiée par l'ORD en ce qui concerne la détermination finale établie à l'issue de l'enquête, les États-Unis ont pleinement mis en œuvre les recommandations et décisions de l'ORD, afin de mettre la mesure en conformité avec l'Accord SMC.

9. Bien avant qu'il y ait eu des recommandations et décisions de l'ORD à mettre en œuvre, et en vertu de procédures types déjà anciennes, le Département du commerce a entrepris le premier réexamen à la demande, entre autres, du Canada. Ce réexamen avait pour but de déterminer les droits compensateurs précis qui seraient perçus sur des marchandises particulières entrant aux États-Unis après que ceux-ci avaient déjà imposé la mesure compensatoire (dans le langage des États-Unis, après la publication de l'ordonnance en matière de droits compensateurs). Ce réexamen aurait été effectué indépendamment de l'existence d'un différend au sujet de la détermination initiale issue de l'enquête et il était quasiment à moitié achevé lorsque les recommandations et décisions ont été adoptées dans le présent différend.

10. Ainsi, les affirmations répétées du Canada, selon lesquelles le Département du commerce lui-même "a prétendu" ou "a allégué" qu'il avait procédé au réexamen afin de mettre en œuvre les recommandations et décisions de l'ORD, sont inexactes et dénuées de fondement.

11. Le Canada ne peut pas nier que – ce qui n'a pas été le cas pour le réexamen – le Département du commerce a engagé la procédure au titre de l'article 129 dans le but spécifique de prendre en compte les recommandations et décisions de l'ORD. En effet, le consentement des parties au "délai raisonnable" de mise en œuvre des recommandations et décisions dans le présent différend a été négocié à la lumière des procédures appliquées par les États-Unis pour la mise en œuvre des rapports de l'OMC<sup>6</sup> – à savoir les procédures au titre de l'article 129 – et ce consentement fait spécifiquement référence aux procédures en question.

---

<sup>3</sup> Rapport de l'Organe d'appel *Canada – Mesures visant l'exportation des aéronefs civils*, WT/DS70/AB/R, adopté le 20 août 1999, paragraphe 36.

<sup>4</sup> WT/DS257/3, 19 août 2002.

<sup>5</sup> Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Détermination finale en matière de droits compensateurs concernant certains bois d'œuvre résineux en provenance du Canada*, WT/DS257/AB/R, adopté le 12 février 2004, paragraphe 1 ("rapport de l'Organe d'appel").

<sup>6</sup> WT/DS257/13.

12. Confronté au fait indéniable que les mesures issues du réexamen n'ont pas été prises pour se conformer aux recommandations et décisions de l'ORD, le Canada fait valoir, par contre, que le Groupe spécial devrait néanmoins les examiner dans cette procédure, car elles a) ont, d'une certaine façon, rendu la détermination au titre de l'article 129 "inexistante" ou b) étaient "inextricablement liées" aux recommandations et décisions de l'ORD.

13. Aucune de ces affirmations n'est vraie.

*Les résultats du réexamen n'ont pas rendu la détermination au titre de l'article 129 "inexistante"*

14. Premièrement, les résultats du réexamen n'ont en aucune façon rendu la détermination au titre de l'article 129 inexistante. La détermination finale issue de l'enquête contestée par le Canada – une détermination de l'existence et du montant de la subvention – a établi l'existence d'une des conditions prévues à l'article 19.1 de l'Accord SMC pour l'imposition d'un droit compensateur. Cette détermination issue de l'enquête n'a pas établi le montant des droits qui seraient perçus ou imposés sur les importations; cette tâche est effectuée dans le cadre du réexamen distinct. La détermination finale issue de l'enquête a simplement établi une des bases d'imposition des droits compensateurs. À cet égard, le Groupe spécial devrait se rappeler que la voie de recours recherchée par le Canada dans le différend porté devant le Groupe spécial initial était l'abrogation de l'ordonnance en matière de droits compensateurs, qui était fondée en partie sur la détermination finale issue de l'enquête.

15. Mettant en œuvre les recommandations et décisions de l'ORD concernant la détermination finale issue de l'enquête, la détermination au titre de l'article 129 a confirmé que l'imposition consécutive de droits compensateurs le 22 mai 2002 était compatible avec l'Accord SMC. Le réexamen ne pouvait pas rendre, et n'a pas rendu, la détermination au titre de l'article 129 inexistante. En effet, le fait même que le Canada lui-même conteste la détermination au titre de l'article 129 montre que, pour le Canada, cette détermination continue à être en vigueur et est pertinente pour la question de la mise en conformité.

16. En outre, la détermination au titre de l'article 129 a été pleinement mise en œuvre et a révisé la détermination finale issue de l'enquête initiale pour chaque aspect nécessaire à la mise en œuvre des recommandations et décisions de l'ORD. Par exemple, la détermination au titre de l'article 129 a révisé le taux du dépôt en espèces établi par la détermination finale issue de l'enquête – taux qui, dans le cadre de la législation des États-Unis, reste en vigueur à moins que et jusqu'à ce qu'une partie demande un réexamen. Si aucun réexamen n'est demandé, les droits compensateurs sont imposés au taux du dépôt en espèces.

17. L'allégation du Canada selon laquelle la détermination au titre de l'article 129 a été "rendue inexistante" semble être une allusion à l'argument formulé par les États-Unis dans le différend *Australie – Cuir*, dans lequel le retrait de la subvention était inexistant. Toutefois, la situation dans ce cas-là n'est pas du tout analogue aux faits du présent différend.

18. Premièrement, dans l'affaire *Australie – Cuir*, les États-Unis faisaient valoir que le Groupe spécial devrait examiner si une subvention prohibée avait été réellement retirée, comme l'exige spécifiquement l'article 4.7 de l'Accord SMC, lorsque le remboursement d'un don avait été subordonné à l'octroi simultané d'un prêt à des conditions non commerciales. En revanche, la présente procédure vise la question de savoir si une mesure a été mise en conformité avec un accord de l'OMC.

19. Deuxièmement, le Groupe spécial *Australie – Cuir* a conclu que la subvention n'avait pas été retirée du tout, parce que le remboursement supposé et le prêt non commercial étaient, en effet, une seule opération dans laquelle la subvention avait simplement changé de forme. Par contre, dans le présent différend, la détermination au titre de l'article 129 et les résultats du réexamen sont des actions

distinctes et indépendantes. Le simple fait est que la détermination au titre de l'article 129 a été établie pour mettre la mesure contestée en conformité avec l'Accord SMC comme l'a recommandé l'ORD, alors que le réexamen a été effectué pour une raison complètement indépendante. En tant que tel, le réexamen n'affecte en aucune façon ce résultat de la détermination au titre de l'article 129 et le Canada n'a pas démontré le contraire.

*Les résultats du réexamen ne sont pas "inextricablement liés" ni à la détermination au titre de l'article 129 ni aux recommandations et décisions de l'ORD.*

20. À titre subsidiaire, le Canada se sert de trois rapports de l'OMC pour faire valoir que les résultats du réexamen sont "inextricablement liés" aux recommandations et décisions de l'ORD et devraient donc être considérés comme des "mesures prises pour se conformer". Ces rapports ne font cependant que démontrer plus avant en quoi le réexamen n'entre pas dans le cadre de la présente procédure au titre de l'article 21:5.

21. Nous venons d'examiner un de ces différends, l'affaire *Australie – Cuir*, dans laquelle le Groupe spécial a examiné à la fois la mesure dont l'Australie a allégué qu'elle a été prise pour se conformer – le remboursement d'un don accordé sous forme de subvention – et une autre mesure dont l'Australie a allégué qu'elle n'a pas été prise pour se conformer – le nouveau prêt non commercial. Dans ce différend, le Groupe spécial a conclu que la subvention n'avait pas été retirée, parce que le remboursement supposé et le prêt non commercial étaient, selon la citation du rapport du Groupe spécial indiquée par le Canada, "des éléments indissociables d'une transaction unique".<sup>7</sup>

22. Cela étant, comme nous l'avons mentionné, cette situation est très différente de la présente situation. Dans l'affaire *Australie – Cuir*, le remboursement du don par son bénéficiaire était spécifiquement et directement subordonné à la réception d'un prêt non commercial par le bénéficiaire du don – il n'y aurait pas eu de remboursement du tout s'il n'y avait pas eu de prêt. C'était sur cette base que le Groupe spécial avait constaté que le prêt était "inextricablement lié aux dispositions prises par l'Australie comme suite à la décision adoptée par l'ORD dans [ce] différend, en raison à la fois du moment choisi pour l'octroyer et de sa nature".<sup>8</sup>

23. Dans le présent différend par contre, il n'y a pas un seul lien de ce genre entre la détermination au titre de l'article 129 et les résultats du réexamen: ils n'étaient à aucun égard subordonnés l'un à l'autre, ni ne faisaient à aucun égard partie d'une transaction unique. Le réexamen aurait eu lieu indépendamment de la question de savoir si une procédure au titre de l'article 129 était en cours et, à vrai dire, indépendamment de celle de savoir s'il y avait même un différend dans le cadre de l'OMC.

24. De même, le Canada cite le différend *Australie – Saumons*, dans lequel, en réponse aux recommandations et décisions de l'ORD, l'Australie a modifié son interdiction à l'importation de saumons afin d'autoriser les importations qui satisfaisaient à certains critères. Dans le cadre de ce qui était manifestement une réponse à la modification de l'interdiction, la Tasmanie, une des entités infrafédérales de l'Australie, a imposé sa propre interdiction. L'interdiction de la Tasmanie ne découlait pas d'une procédure engagée relativement à des prescriptions de la législation nationale, indépendamment de toute contestation dans le cadre de l'OMC. Il s'agissait plutôt d'une action *ad hoc* menée après que l'ORD avait formulé des recommandations et des décisions à l'encontre d'une interdiction à l'importation appliquée par l'Australie et après que l'Australie avait mené une action pour modifier l'interdiction. Tous les éléments de preuve – à la fois en ce qui concerne le moment

---

<sup>7</sup> Rapport du Groupe spécial *Australie – Subventions accordées aux producteurs et exportateurs de cuir pour automobiles – Recours des États-Unis à l'article 21:5 du Mémoire d'accord sur le règlement des différends*, WT/DS126/RW, adopté le 11 février 2000, paragraphe 6.50 ("*Australie – Cuir*").

<sup>8</sup> *Australie – Cuir*, paragraphe 6.5.

choisi et l'objet – indiquaient que ces interdictions étaient réellement "inextricablement liées". En conséquence, le groupe spécial concerné avait constaté à juste titre que l'interdiction appliquée par la Tasmanie était une mesure prise pour se conformer.

25. En revanche, en l'espèce, le réexamen a été engagé

- à la demande des parties (y compris le Canada) *huit mois avant* l'adoption même des recommandations et décisions de l'ORD,
- en vertu d'une disposition légale des États-Unis qui exige qu'un réexamen soit engagé si demande en est faite selon un calendrier spécifique et dans des délais spécifiques, et
- aux fins de l'imposition de droits compensateurs sur des importations qui n'avaient pas été précédemment examinées – non aux fins de la mise en œuvre de recommandations ou de décisions.

À la différence du "lien étroit" évident observé dans l'affaire *Australie – Saumons*, rien ne lie le réexamen aux recommandations et décisions de l'ORD dans le présent différend.

26. Enfin, le Canada essaie d'établir une distinction entre les constatations formulées dans l'affaire *CE – Linge de lit* et celles du présent différend, alléguant que le Groupe spécial avait exclu les résultats d'un réexamen de la procédure au titre de l'article 21:5 mise en œuvre dans cette affaire-là car ce réexamen n'avait pas le même "objet" que la détermination initiale. Le Canada cite également l'affaire *CE – Linge de lit* comme établissant qu'il est approprié pour le présent Groupe spécial d'examiner les actions du Département du commerce eu égard à une période de temps ultérieure caractérisée par de nouvelles données, y compris des importations entièrement différentes.

27. Bien au contraire, le différend *CE – Linge de lit* démontre qu'une nouvelle détermination qui a été établie au cours d'une étape ultérieure d'une procédure en matière de droits antidumping ou de droits compensateurs – et non pas pour mettre en œuvre des recommandations et décisions de l'ORD – n'est pas du ressort des groupes spéciaux établis au titre de l'article 21:5. Par exemple, le fait que les mesures prises pour se conformer puissent faire intervenir de nouveaux faits ne justifie pas l'élargissement de la procédure au titre de l'article 21:5 pour qu'elle englobe les mesures non prises pour se conformer. À vrai dire, cette analyse de l'Organe d'appel citée par le Canada n'a rien à voir avec la question de savoir ce qui constitue des "mesures prises pour se conformer", mais plutôt avec celle de savoir quelles mesures sont "compatib[les] avec un accord visé".

28. En résumé, le réexamen que le Canada a tenté d'inclure dans la procédure au titre de l'article 21:5 n'a rien en commun avec les mesures considérées comme étant "inextricablement liées" ou "étroitement liées" dans d'autres différends. Au contraire, les résultats du réexamen n'ont aucun lien du tout ni avec la détermination au titre de l'article 129 ni avec les recommandations et décisions. Ils ne sont tout simplement pas des mesures prises pour se conformer et ne sont donc pas du ressort du présent Groupe spécial.

*Contrairement aux arguments du Canada, ce n'est pas "faire abstraction du but des procédures de mise en conformité" que de respecter le mandat juridictionnel énoncé à l'article 21:5.*

29. Le Canada n'a pas montré que le réexamen était une mesure prise pour se conformer en ce sens qu'il était "inextricablement lié" aux recommandations et décisions de l'ORD. Il n'a pas non plus montré que les mesures prises pour se conformer n'existaient pas parce que le réexamen avait rendu la détermination au titre de l'article 129 inexistante.

30. Le Canada a donc recours à l'argument selon lequel le fait de limiter le réexamen du Groupe spécial uniquement aux mesures prises pour se conformer – à savoir ne pas englober le réexamen distinct dans la procédure générale au titre de l'article 21:5 – revient d'une certaine façon à faire abstraction du "but des procédures de mise en conformité". Les États-Unis ne partagent pas cette vue pour des raisons que nous examinerons sous peu. Malgré tout, une référence dénuée de fondement au "but [général] des procédures de mise en conformité" ne peut pas imposer un résultat qui n'est pas étayé par une interprétation de bonne foi du texte, dans son contexte et compte tenu de l'objet et du but du Mémoire d'accord.

31. En outre, les États-Unis ne comprennent pas comment, en appliquant correctement l'article 21:5 du Mémoire d'accord, on peut "faire abstraction du but des procédures de mise en conformité". Contrairement aux arguments du Canada ayant trait à la seule allégation dont il a été constaté qu'elle était incompatible avec les règles de l'OMC – l'analyse de la transmission effectuée dans le cadre de la détermination finale issue de l'enquête, un réexamen au titre de l'article 21:5 de la détermination établie au titre de l'article 129 permet de régler rapidement des différends: le Canada s'est plaint d'une incompatibilité dans la détermination finale établie à l'issue de l'enquête, et le présent Groupe spécial examinera s'il a été remédié à cette incompatibilité.

32. Ce que le Canada semble vouloir, c'est d'éviter à avoir à engager, dans le cadre de l'OMC, une action distincte contre les États-Unis au sujet de la procédure de réexamen distincte. À la place, le Canada espère "faire d'une pierre deux coups" – bien qu'à tort – en englobant un examen de la procédure de réexamen distincte dans la présente procédure au titre de l'article 21:5. Le Canada se plaint que c'est d'une certaine façon faire abstraction du but des procédures de la mise en conformité que d'avoir à engager une procédure distincte de règlement des différends en ce qui concerne un réexamen. Cela étant, lorsqu'ils ont négocié le Mémoire d'accord, les Membres sont convenus que les procédures accélérées prévues à l'article 21:5 ne seraient applicables qu'à deux questions très spécifiques: 1) l'existence ou 2) la compatibilité des mesures prises pour se conformer. Les Membres n'ont pas décidé que les procédures spéciales au titre de l'article 21:5 seraient applicables à toute allégation pour laquelle, pour la partie plaignante, il serait plus commode de recourir à l'article 21:5.

33. Si le Canada estime qu'un réexamen est effectué d'une manière incompatible avec l'Accord SMC, c'est son droit, dans le cadre de l'OMC, de demander l'ouverture de consultations au sujet de ce réexamen et, le cas échéant, de demander l'établissement d'un groupe spécial. En effet, les réexamens peuvent présenter des questions juridiques différentes et impliquer des obligations différentes par rapport aux déterminations finales issues d'une enquête – outre le fait qu'ils font intervenir des dossiers administratifs complètement différents, éléments qui rendent un ensemble distinct de consultations entièrement approprié.

34. De surcroît, le Canada semble sous-entendre que le système rétrospectif de fixation des droits aux États-Unis oblige le Groupe spécial, dans le cas particulier des États-Unis, à inclure le réexamen dans la présente procédure au titre de l'article 21:5.<sup>9</sup> Mais rien dans l'article 21:5 ou dans l'Accord SMC n'exige que soit donnée une interprétation différente à l'expression "mesures prises pour se conformer" dans le cas des Membres qui ont recours à un système rétrospectif de fixation des droits plutôt qu'à un système prospectif.

35. Le Canada a indiqué ce matin, au paragraphe 33 de sa déclaration orale, que les États-Unis avaient d'une certaine façon concédé que le réexamen était incompatible avec leurs obligations dans le cadre de l'OMC. Le Canada fonde cette affirmation sur l'absence d'une explication dans les communications ou la déclaration orale des États-Unis en ce qui concerne l'analyse de la transmission effectuée dans le cadre du premier réexamen. C'est faux. Les États-Unis n'ont pas examiné le réexamen parce qu'il ne ressort pas de la compétence du présent Groupe spécial. Les États-Unis n'ont

---

<sup>9</sup> Deuxième communication écrite du Canada, paragraphe 27.

absolument pas concédé que l'analyse de la transmission effectuée dans le cadre du réexamen était incompatible avec les obligations contractées dans le cadre de l'OMC.

### *Conclusion*

36. En résumé, Monsieur le Président et Madame et Monsieur les membres du Groupe spécial, les résultats du premier réexamen ne sont pas des "mesures prises pour se conformer" et ne sont donc pas du ressort du Groupe spécial dans le présent différend au titre de l'article 21:5. En conséquence, nous réitérons notre demande visant à ce que le Groupe spécial en décide ainsi.

### **Analyse de la transmission**

#### *La charge de la preuve incombe au Canada*

37. Il est important de rappeler qu'il incombe au Canada d'établir *prima facie* l'existence d'une incompatibilité avec les règles de l'OMC. Dans sa demande d'établissement d'un groupe spécial, le Canada fait spécifiquement référence à trois dispositions distinctes: les articles 10 et 32.1 de l'Accord SMC et l'article VI:3 du GATT de 1994.<sup>10</sup> Bien que le Canada conclue que les États-Unis ont agi d'une manière incompatible avec ces dispositions, il n'a pas démontré l'existence d'une telle incompatibilité ni décrit pourquoi l'une quelconque des actions spécifiques qui constituent le fondement de ses arguments est incompatible avec ces dispositions. Par exemple, le Canada conteste l'analyse des conditions de pleine concurrence effectuée par le Département du commerce, mais n'indique pas en quoi cette analyse est incompatible avec l'une quelconque des dispositions citées. De même, le Canada conteste les points de repère afférents à la transmission sur lesquels le Département du commerce s'est fondé mais, encore une fois, n'indique pas en quoi ces points de repère sont incompatibles avec les dispositions citées. Par conséquent, le Canada n'a pas établi des éléments *prima facie* et, pour cette seule raison, le Groupe spécial devrait rejeter les allégations du Canada.

#### *Les États-Unis ont correctement mis en œuvre les recommandations et décisions de l'ORD*

38. La question de fond qui se pose au présent Groupe spécial est de savoir si les États-Unis ont correctement mis en œuvre les recommandations et décisions de l'ORD lorsqu'ils ont procédé à leur analyse de la transmission concernant la détermination finale issue de l'enquête. La réponse est manifestement "oui". La position des États-Unis ayant trait à la détermination au titre de l'article 129 est reproduite de manière plus complète dans nos communications écrites. Ce matin, nous ne répéterons pas tous les points soulevés dans ces communications, mais nous soulignerons brièvement ce que nous considérons comme étant des questions importantes et nous répondrons aux questions soulevées dans la deuxième communication écrite du Canada. Quant aux questions non mentionnées dans la présente déclaration orale, nous renvoyons le Groupe spécial à nos communications écrites.

39. Pour commencer, nous décrirons brièvement la méthode d'analyse de la transmission appliquée par le Département du commerce. Ensuite, nous examinerons la nature de l'analyse des conditions de pleine concurrence effectuée par le Département du commerce et la tentative du Canada visant à tronquer cette analyse. Puis nous porterons notre attention sur la contestation incorrecte, par le Canada, des points de repère sur lesquels le Département du commerce s'est fondé pour procéder à son analyse de la transmission. Enfin, nous aborderons l'allégation particulière du Canada selon laquelle la mise en conformité des États-Unis avec les termes exprès du rapport de l'Organe d'appel était un effort déployé par les États-Unis pour éluder leurs obligations dans le cadre de l'OMC.

---

<sup>10</sup> WT/DS257/15.

*Méthode d'analyse de la transmission*

40. L'ORD a déterminé que les États-Unis avaient agi d'une manière incompatible avec certaines des obligations qu'ils avaient contractées dans le cadre de l'OMC lorsqu'ils n'avaient pas procédé, dans le cadre de leur détermination finale issue de l'enquête, à une analyse de la transmission concernant les deux catégories de ventes de grumes effectuées dans des conditions de pleine concurrence entre des parties non apparentées. Pour mettre en œuvre les recommandations et décisions, le Département du commerce était d'abord tenu d'obtenir auprès du Canada des renseignements additionnels relatifs à la période couverte par l'enquête. Ces renseignements ont été demandés à travers une série de questionnaires. En l'occurrence, le Département du commerce a demandé des renseignements ayant trait aux ventes de grumes pour lesquelles le Canada alléguait que la subvention n'était pas transmise à la scierie acheteuse.

41. Comme question liminaire, le Département du commerce a examiné les données fournies par le Canada pour déterminer si les ventes étaient effectuées entre des parties affiliées, c'est-à-dire apparentées. Conformément aux recommandations et décisions de l'ORD, lorsque le Département du commerce a constaté que les ventes étaient effectuées entre des parties affiliées, il n'a pas procédé à une analyse complémentaire de la transmission. Si les ventes étaient recensées comme étant effectuées entre des parties non affiliées, le Département du commerce examinait les circonstances entourant les opérations afin de déterminer si les parties agissaient dans des conditions de pleine concurrence. Lorsque le Département du commerce déterminait que l'opération était effectuée dans des conditions de pleine concurrence, il déterminait ensuite s'il y avait un avantage concurrentiel, c'est-à-dire si l'avantage "était transmis" à l'usine acheteuse, au moyen de points de repère déterminés par le marché. Enfin, l'analyse par le Département du commerce des ventes de grumes effectuées dans des conditions de pleine concurrence entre des parties non affiliées aboutissait à une réduction du numérateur du taux de subventionnement *ad valorem*, qui à son tour avait pour effet de réduire le taux de subventionnement à l'échelle nationale.

42. Conformément aux recommandations et décisions de l'ORD, le Département du commerce a procédé à une analyse de la transmission et fondé sa détermination sur les faits démontrés par les éléments de preuve versés au dossier.

*Le Département du commerce a correctement procédé à son analyse des conditions de pleine concurrence*

43. Il n'y a pas de différend entre les parties au sujet du fait que, pour qu'une opération réunisse les conditions requises pour être prise en considération dans l'analyse de la transmission réalisée par le Département du commerce, l'ORD a déterminé que l'opération devait être effectuée entre des parties non apparentées et dans des conditions de pleine concurrence.<sup>11</sup> Le Canada ne conteste pas les déterminations du Département du commerce en matière d'affiliation, de sorte que nous n'examinerons pas ces déterminations liminaires. Par contre, le différend entre les parties porte sur l'interprétation de l'expression "dans des conditions de pleine concurrence", expression qui n'est pas définie dans le texte de l'Accord SMC.

44. L'Organe d'appel a constaté que tant l'Accord SMC que le GATT de 1994 exigeaient que le Département du commerce établisse que l'avantage était transmis aux transformateurs en aval lorsque les subventions étaient accordées directement aux producteurs d'une matière première alors que les droits compensateurs devaient être imposés aux produits transformés, et lorsque les producteurs de la matière première et les transformateurs en aval exerçaient leurs activités dans des *conditions de pleine concurrence*.<sup>12</sup> De ce fait, lorsque les deux producteurs n'exercent pas leurs activités dans des

---

<sup>11</sup> Rapport de l'Organe d'appel, paragraphe 176 e).

<sup>12</sup> Rapport de l'Organe d'appel, paragraphe 146. (italique dans l'original)

conditions de pleine concurrence, aucune analyse de la transmission n'est requise car la subvention accordée au producteur de la matière première bénéficie au producteur du produit transformé. Les États-Unis ont correctement déterminé que la question de savoir si les entités fonctionnaient "dans des conditions de pleine concurrence" soulevait plus qu'une simple question d'examen de l'affiliation formelle – elle supposait plutôt une analyse de la question de savoir si une partie contrôlait effectivement l'autre ou de la question de savoir si les parties avaient un pouvoir de négociation à peu près égal.

45. Toutefois, le Canada imbrique les questions de l'affiliation et des conditions de pleine concurrence en faisant valoir que la détermination des conditions de pleine concurrence n'exige rien de plus qu'une détermination de l'affiliation. En effet, l'approche *per se* adoptée par le Canada au regard des conditions de pleine concurrence est énoncée au paragraphe 62 de sa première communication écrite, dans lequel il indique "qu'une opération entre parties non apparentées est, par définition, effectuée dans des conditions de pleine concurrence". Étant donné qu'il traite ces concepts disparates comme un seul concept, le Canada soutient qu'en analysant la question de savoir si de telles ventes sont, en fait, effectuées dans des conditions de pleine concurrence puis en éliminant de l'analyse de la transmission les ventes qui ne sont pas effectuées dans des conditions de pleine concurrence, le Département du commerce a, d'une certaine façon, "présumé" qu'il y avait une transmission. Bien au contraire, c'est le Canada qui présume qu'il n'y a pas de transmission chaque fois qu'il y a des ventes entre parties non affiliées.

46. Par contre, l'ORD a reconnu l'existence d'une distinction entre les conditions de pleine concurrence et l'affiliation dans ses recommandations et décisions, notant que le Département du commerce aurait dû procéder à une "analyse de la transmission en ce qui concerne les ventes de grumes effectuées dans *des conditions de pleine concurrence...* à des scieries non *apparentées*".<sup>13</sup> L'approche du Canada qui mettrait fin à l'analyse une fois que l'affiliation est déterminée est donc incompatible avec les recommandations et décisions de l'ORD.

47. En revanche, et conformément aux recommandations et décisions de l'ORD, le Département du commerce a correctement examiné les circonstances entourant les ventes qui, selon le Canada, se dérouleraient entre des parties non apparentées afin de déterminer si ces opérations étaient effectuées dans des conditions de pleine concurrence. Lorsque les parties à une opération ne peuvent pas négocier librement avec n'importe qui de leur choix ou négocier selon des modalités qui n'ont pas été rendues contraignantes par des instructions données par les pouvoirs publics et des restrictions qui ont été imposées comme une condition à respecter d'abord pour obtenir les grumes, le Département du commerce a correctement déterminé que ces transactions n'étaient pas effectuées dans des conditions de pleine concurrence.

48. L'Accord SMC, le GATT de 1994 et les recommandations et décisions de l'ORD n'exigent pas que l'analyse des conditions de pleine concurrence effectuée par le Département du commerce soit limitée de la façon proposée par le Canada. En effet, comme indiqué précédemment, bien que le Canada allègue d'une manière générale que l'analyse des conditions de pleine concurrence effectuée par le Canada est incompatible avec les obligations contractées dans le cadre de l'OMC, il ne cite aucune disposition spécifique de l'OMC qui étaye sa position selon laquelle une analyse des conditions de pleine concurrence ne peut être rien de plus qu'un examen de l'affiliation.

49. Comme nous le verrons ensuite, les faits présentés au Département du commerce démontrent que dans le cadre du régime forestier canadien, bon nombre de circonstances entourant les ventes de grumes dépendent des instructions données par les pouvoirs publics et d'autres conditions qui ont fait

---

<sup>13</sup> Rapport de l'Organe d'appel, paragraphe 176 e). (pas d'italique dans l'original, sauf pour le mot "grumes")

que ces ventes ne sont pas effectuées à des conditions de pleine concurrence ou ne réunissent pas les conditions requises pour l'analyse de la transmission.

*Le Département du commerce a correctement examiné les circonstances entourant les ventes dans son analyse des conditions de pleine concurrence*

50. Dans notre deuxième communication écrite, nous avons décrit en détail les instructions données par les pouvoirs publics et d'autres conditions que le Département du commerce a indiquées dans sa détermination au titre de l'article 129 comme contrôlant, limitant ou affectant d'une autre façon les ventes de grumes visées. En bref, les restrictions prescrites par les pouvoirs publics comprennent des prescriptions en matière de dépendance et de transformation sur place et concernent des contrats d'approvisionnement en bois qui dictent à l'exploitant les entités auxquelles il doit vendre. Ces instructions données par les pouvoirs publics limitent la capacité d'un vendeur à agir au mieux de ses intérêts lorsqu'il opère un choix parmi les acheteurs potentiels. Lorsque les parties ne peuvent pas négocier librement, ces ventes ne pourraient pas être considérées comme étant effectuées dans des conditions de pleine concurrence.

51. En outre, certains accords d'achat de grumes étaient tels que l'usine acheteuse contrôlait des aspects importants de l'opération ou fournissait d'autres biens ou services dans le cadre de l'opération de sorte que les ventes relevant de ces accords ne pouvaient pas être des ventes effectuées dans des conditions de pleine concurrence. Le Canada ne nie pas l'existence de ces conditions (bien que le gouvernement de la Colombie-Britannique soutienne bel et bien, sans élément à l'appui, qu'il ne met pas en œuvre les prescriptions en matière de dépendance figurant dans les accords de concessions). Par contre, le Canada fait valoir que selon les principes économiques de base, ces restrictions n'affectent pas le caractère de pleine concurrence des opérations effectuées entre les parties.

52. La perception que le Canada a des principes économiques liminaires n'équivaut pas à une obligation contractée dans le cadre de l'OMC. **L'argument du Canada dissimule la réalité du régime créé par ces instructions et conditions.** Par exemple, lorsqu'une subvention est accordée à un producteur d'une matière première qui ne peut vendre qu'à un acheteur particulier, celui-ci est substantiellement en mesure de dicter le prix. En conséquence, une telle vente ne serait pas effectuée dans des conditions de pleine concurrence. On obtient le même résultat lorsqu'il existe des prescriptions en matière de transformation sur place.

53. Comme il est indiqué plus haut, ces instructions données par les pouvoirs et autres conditions sont imposées comme une condition à respecter pour obtenir des concessions. Elles sont donc au centre même de la question qui fait l'objet de l'enquête du Département du commerce. Contrairement à l'affirmation du Canada, comme le montre le fait que le Département du commerce a constaté l'existence d'opérations effectuées dans des conditions de pleine concurrence sur le marché réglementé du Canada, le Département du commerce n'exige pas qu'il existe préalablement un marché non réglementé pour constater que les opérations sont effectuées dans des conditions de pleine concurrence. Pour autant, étant donné que ces instructions et conditions contrôlent substantiellement les opérations portant sur du bois au Canada, elles ont occupé une place essentielle dans l'analyse des conditions de pleine concurrence effectuée par le Département du commerce.

54. Enfin, le Département du commerce a retenu deux facteurs additionnels – qui ne sont pas exclusivement des questions relatives aux conditions de pleine concurrence – qui ont affecté leur analyse de la transmission. Notamment, pour les opérations dans lesquelles l'usine acheteuse a payé les droits de coupe sur les terres domaniales directement aux pouvoirs publics pour les grumes obtenues auprès de l'exploitant indépendant, le Département du commerce a déterminé qu'aucune question relative à la transmission n'était soulevée. Le droit de coupe étant le moyen permettant à la Couronne d'accorder la subvention, la scierie acheteuse *reçoit directement l'avantage*. Le Canada passe à côté de l'essentiel lorsqu'il fait valoir que "[b]ien que le fait que telle ou telle partie paie puisse

avoir une incidence sur le prix des grumes qui est constaté, cela n'en aura jamais sur la *valeur payée* par la scierie pour ces grumes".<sup>14</sup> À la différence des opérations indiquées par l'ORD, dans les opérations en question, la scierie est le bénéficiaire direct de la subvention et il n'est donc pas nécessaire d'examiner si l'avantage a été transmis à l'usine acheteuse. De surcroît, l'essence même de l'analyse de la transmission étant de déterminer qui bénéficie de l'avantage, l'analogie établie par le Canada avec une situation dans laquelle une partie s'acquitte généralement de créances à l'égard d'une autre partie est dénuée de pertinence.<sup>15</sup>

55. En outre, le Département du commerce a exclu à juste titre de son analyse les accords d'échange de fibres entre les détenteurs de concessions de terres domaniales, qui portaient souvent par exemple sur des échanges de grumes et de copeaux, afin de satisfaire aux prescriptions en matière de dépendance et d'autres prescriptions en matière de récoltes. Ces accords d'échange ne sont pas des ventes de grumes mais plutôt des moyens permettant aux scieries titulaires d'une concession de satisfaire aux prescriptions en matière de dépendance et de transformation sur place. De tels échanges n'étant pas du tout des "ventes", il n'était pas nécessaire pour le Département du commerce de procéder à une analyse des conditions de pleine concurrence en ce qui concerne les opérations.

56. En résumé, le Canada n'a pas établi que l'analyse des conditions de pleine concurrence effectuée par le Département du commerce était d'une façon quelconque contraire à l'Accord SMC, au GATT de 1994 ou aux recommandations et décisions de l'ORD.

*Le Groupe spécial devrait s'abstenir d'examiner la contestation par le Canada des points de repère appliqués par le Département du commerce et, en tout état de cause, des points de repère déterminés par le marché appropriés appliqués par le Département du commerce*

57. Le Canada critique les points de repère appliqués par le Département du commerce en disant qu'ils ne correspondent pas aux conditions "du marché", mais n'a pas à ce jour indiqué dans ses communications écrites en quoi les points de repère étaient incompatibles avec l'Accord SMC, le GATT de 1994 ou les recommandations et décisions de l'ORD. Chose plus significative, il n'a même pas indiqué dans sa demande d'établissement d'un groupe spécial qu'il contestait les points de repère relatifs à la transmission. En conséquence, non seulement le Canada n'a pas établi *prima facie* qu'il existait une incompatibilité avec les règles de l'OMC, mais cette allégation sort également du cadre du mandat du Groupe spécial.

58. S'agissant du fond, et ainsi qu'il est expliqué dans la deuxième communication écrite des États-Unis, une subvention accordée aux producteurs d'une matière première confère un avantage concurrentiel à l'acheteur en aval de la matière première lorsque le prix payé pour la matière première subventionnée est inférieur à un prix servant de point de repère déterminé par le marché pour le même produit. Partant, pour déterminer si un avantage "a été transmis" à l'usine acheteuse, à savoir s'il y a eu un avantage concurrentiel pour cette usine, le Département du commerce devait appliquer des points de repère déterminés par le marché. Le Canada ne conteste pas la nécessité de ces points de repère mais fait plutôt valoir que, comme les points de repère utilisés par le Département du commerce comprennent les prix à l'importation, ils ne sont pas représentatifs des conditions du marché au Canada.

59. Pour choisir les points de repère déterminés par le marché, le Département du commerce a utilisé, dans la mesure du possible, les prix réels par entreprise que l'usine acheteuse a payés pour les grumes récoltées sur des terres privées et pour les grumes importées. Le Département du commerce a demandé dans ses questionnaires supplémentaires sur la transmission et les appendices correspondants relatifs à la transmission que le Canada fournisse les données en question pour l'aider à définir des

---

<sup>14</sup> Deuxième communication écrite du Canada, paragraphe 41. (italique dans l'original)

<sup>15</sup> Deuxième communication écrite du Canada, paragraphe 41.

points de repère déterminés par le marché. Comme le montrent les calculs effectués par le Département du commerce, lorsque ces données sur les achats par entreprise étaient disponibles, le Département du commerce les a utilisées. Lorsque de telles données n'étaient pas disponibles, le Département du commerce a utilisé les prix rendus publics pour les grumes récoltées sur des terres privées et pour les grumes importées.

60. Dans sa deuxième communication, le Canada formule deux contestations distinctes concernant les points de repère appliqués par les États-Unis. La première contestation a trait uniquement au point de repère défini pour la Saskatchewan. La deuxième contestation se rapporte au fait que le Département du commerce a, d'une façon générale, inclus les prix à l'importation dans ses points de repère. Nous examinerons la contestation générale du Canada ayant trait à l'inclusion des prix d'importation dans les points de repère avant de traiter de la contestation spécifique formulée par le Canada uniquement au sujet de la Saskatchewan.

61. Pour définir ses points de repère, le Département du commerce a décidé d'utiliser des prix fondés sur les conditions du marché existant au Canada. Les prix des grumes importées, comme ceux des grumes nationales, correspondent aux prix que les acheteurs au Canada ont payés pour les grumes pendant la période couverte par l'enquête. En conséquence, le Département du commerce a inclus les prix à l'importation dans ses points de repère. Bien que ces prix à l'importation soient les prix réels des opérations canadiennes, le Canada fait valoir que le Département du commerce doit en faire abstraction. Un tel comportement est cependant dénué de fondement.

62. En outre, l'allégation du Canada selon laquelle les données relatives aux importations proviennent d'une classification tarifaire excessivement large est infondée. Le Canada recueille des données sur plusieurs catégories d'importations de "bois brut ... Autres, conifères" – "Piquets", "Pieux et poteaux de clôture", "Grumes pour la fabrication de pâte" et "Autres" (la catégorie "Autres" est ventilée par essences).<sup>16</sup> Les grumes utilisées pour la production de bois d'œuvre relèvent donc de cette dernière catégorie, qui était la seule catégorie que le Département du commerce a incluse dans ses points de repère. **Bien que le Canada suppose que d'autres produits à valeur plus élevée puissent également avoir été inclus dans cette dernière catégorie, les éléments de preuve démontrent le contraire. Par exemple, le Canada indique que les importations de bois de placage de valeur élevée relèveraient également de cette catégorie. Cependant, le Québec - province dont les importations de grumes sont de loin les plus importantes en valeur - a indiqué que les usines de placage du Québec n'avaient utilisé aucune grume résineuse importée pendant la période couverte par l'enquête.<sup>17</sup> En outre, contrairement à la déclaration faite par le Canada au paragraphe 46 de sa deuxième communication, les importations de grumes à pâte ont été indiquées séparément par Statistique Canada et n'ont pas été incluses dans le calcul du Département du commerce.**

63. En ce qui concerne la Saskatchewan, le Canada n'a fourni aucune donnée sur les prix des ventes de grumes privées effectuées dans la province et – comme l'indique le Canada – seulement des données très limitées sur les importations de grumes. En conséquence, il y avait des données insuffisantes sur les prix des grumes achetées par les scieries en Saskatchewan. Le Département du commerce a donc élaboré une approximation fondée sur les prix payés par les usines au Canada pour les grumes de la même essence se trouvant en Saskatchewan. Comme ailleurs, le Département du commerce a traité tous les achats de grumes de manière cohérente, indépendamment de la question de savoir si ces grumes avaient été achetées auprès de sources nationales ou si elles avaient été importées.

---

<sup>16</sup> Gouvernement canadien, 17 octobre 2003, réponse au questionnaire, pièce n° GOC-GEN-51 (pages pertinentes). Pièce n° 11 des États-Unis.

<sup>17</sup> Gouvernement canadien, 28 juin 2001, réponse au questionnaire, pièce n° QC-S-5, page QC-11 et pièce n° 5 du Québec. Pièce n° 12 des États-Unis.

64. En résumé, les États-Unis ont défini des points de repère déterminés par le marché qui incluaient les prix à l'importation, lorsqu'ils étaient disponibles, à utiliser dans leur analyse de la transmission. Comme indiqué précédemment, le Canada n'a allégué aucune incompatibilité avec les règles de l'OMC dans la définition du point de repère par le Département du commerce.

65. Pour terminer, il y a une erreur au paragraphe 39 de la deuxième communication écrite des États-Unis. En l'occurrence, l'expression "non subventionnées" devrait être supprimée de la première phrase de ce paragraphe.

*Le Département du commerce a correctement mené une enquête au sujet des catégories de ventes indiquées par l'ORD*

66. Comme on l'a vu à la fois dans notre première et notre deuxième communication écrite, les deux catégories d'opérations visées par l'analyse de la transmission effectuée par le Département du commerce étaient les opérations indiquées dans les recommandations et décisions de l'ORD. Conformément à ces recommandations et décisions, le Département du commerce a correctement procédé à une analyse de la transmission concernant les opérations entre i) des exploitants et scieries indépendants et ii) des exploitants forestiers/scieries titulaires d'une concession et des scieries non titulaires d'une concession non apparentés. Le Canada allègue que l'enquête menée par le Département du commerce au sujet de la deuxième de ces catégories n'était rien de plus qu'une "manière ingénieuse" pour les États-Unis d'éluder leur obligation de procéder à l'analyse de la transmission énoncée dans les recommandations et décisions de l'ORD.

67. Le Canada a tort. L'Organe d'appel a spécifiquement défini la deuxième catégorie d'opérations pour lesquelles il a recommandé une analyse de la transmission. Le terme "scierie", désignant l'usine acheteuse de la deuxième catégorie, a été défini comme s'entendant d'"une entreprise qui transforme des grumes en bois d'œuvre résineux *et ne détient pas de contrat d'exploitation forestière*".<sup>18</sup> Le vendeur de la deuxième catégorie a été spécifiquement défini comme étant un "exploitant forestier/scierie titulaire d'une concession".<sup>19</sup>

68. En effet, le Canada demande au Groupe spécial, lorsqu'il évalue s'il y a une conformité avec les recommandations et décisions de l'ORD, de faire abstraction des termes exprès utilisés dans ses recommandations et décisions. L'approche du Canada n'est pas logique. En revanche, conformément aux recommandations et décisions de l'ORD, le Département du commerce a donné à ces termes les définitions établies par l'ORD. Le présent Groupe spécial devrait faire de même.

## **Conclusion**

69. En conclusion, nous souhaitons remercier à nouveau le Groupe spécial pour nous avoir donné la possibilité de répondre aux arguments présentés par le Canada dans ses communications écrites et nous avons hâte de répondre à toute question que le Groupe spécial pourrait poser.

---

<sup>18</sup> Rapport de l'Organe d'appel, note de bas de page 151. (pas d'italique dans l'original)

<sup>19</sup> Rapport de l'Organe d'appel, note de bas de page 150. (pas d'italique dans l'original)